

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Dimanche 07 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°118 ■

NATIONALISATION DES MINES

## Un secteur pour l'avenir

La nationalisation des mines a été un fait aussi marquant que celle des hydrocarbures. Hier notre pays a célébré la nationalisation des mines dans un contexte particulier. Ce secteur, après un moment au creux de la vague, renaît à la faveur d'un important programme de renaissance.

P 3



Industrie  
**Nécessité de maîtriser les nouvelles technologies de la sidérurgie**

P4

Port de Mostaganem durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2023

**Exportation de près de 100 000 tonnes de marchandises**

P6

Avant la fin de l'ère du pétrole

**L'économie fossile américaine vit ses dernières années**

P7

Pétrole  
**Le baril du Brent remonte à 75,30 dollars**

P 16

ELECTRICITÉ

**L'Algérie produit un surplus de 10 000 MW qui pourrait être exporté**

Le secrétaire général du groupe Sonelgaz, Nabil Kafi, est revenu sur les capacités de production et d'exportation d'électricité de l'Algérie. « Aujourd'hui, en termes de capacités installées, on est à plus de 25.000 Mégawatts (MW), 5.000 MW en cours de construction et avec les 15.000 MW (énergie solaire) qu'on compte réaliser, on sera à plus de 45.000 MW », a-t-il détaillé.

P2

INCLUSION FINANCIÈRE

**La démarche du ministère des Finances**

L'inclusion financière est l'une des priorités du gouvernement. En dépit des avancées enregistrées en la matière, beaucoup reste encore à faire. Conscient de cette réalité, le ministère des Finances travaille sur la question, en lançant un vaste programme de réforme et de modernisation de notre système bancaire et financier.

P 4

**ESTIMÉ À PRÈS DE 19 MILLIARDS DE DA EN 2022**

**Cash Assurances réalise un chiffre d'affaires record**

La Compagnie "Cash Assurances" a clôturé l'exercice 2022 avec un chiffre d'affaires record de près de 19 milliards de dinars (mds DA), en progression de plus de 17% comparativement à 2021, a indiqué sa PDG, Widad Belhouchet. Ce chiffre d'affaire record a été réalisé alors que le marché national des assurances n'a évolué que de 5% en 2022, souligne Mme Belhouchet dans un entretien accordé à l'APS.

P 5

LE MINISTRE DU COMMERCE REÇOIT  
DES PARLEMENTAIRES ALLEMANDS

L'augmentation des  
échanges commerciaux au  
menu

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, jeudi à Alger, la délégation parlementaire du Land de Bavière (Allemagne), avec laquelle il a évoqué les relations de coopération commerciale et les opportunités d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays.

Lors sa rencontre avec la délégation parlementaire allemande conduite par le président de l'Union chrétienne-sociale en Bavière, M. Thomas Kreuzer, en présence de l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, M. Zitouni a passé en revue "les relations de coopération commerciale et les opportunités d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Allemagne, ainsi que les projets de partenariat pouvant être conclus", indique un communiqué du ministère.

Le ministre a réaffirmé, à cette occasion, "l'importance de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et l'Allemagne qui est considérée comme un véritable partenaire", mettant en avant les nouvelles mesures visant à faciliter les investissements étrangers en Algérie prévues par la nouvelle loi sur l'investissement, ajoute la même source.

S'exprimant à la presse à l'issue de la rencontre, M. Zitouni a indiqué que "les entretiens ont porté sur les moyens de développer les relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne en vue de les hisser au niveau des relations politiques", exprimant "la volonté de la délégation allemande de s'enquérir de près des opportunités d'investissement en Algérie". Faisant état de plus de 60 sociétés allemandes activant en Algérie, le ministre a insisté sur "l'importance du marché algérien en tant que marché prometteur et porte de l'Afrique".

La partie allemande a proposé deux types d'investissements, a-t-il fait savoir. Il s'agit "de grands investissements dans l'industrie automobile (véhicules et camions), ainsi que d'investissements dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME), a-t-il précisé, ajoutant qu'"il a été convenu d'accompagner le développement des relations économiques entre les deux pays". Le chef de la délégation allemande a, de son côté, déclaré que sa visite en Algérie vient souligner "la volonté de consolider les relations bilatérales algéro-allemandes", affichant l'intérêt des entreprises de son pays à investir en Algérie ainsi que l'importance de renforcer la coopération entre les deux pays.

Dans ce cadre, il a souligné que le Land de Bavière, représenté par la délégation parlementaire, était "non seulement un important site industriel en Allemagne, mais aussi l'une des régions les plus riches". Il a, par la même occasion, mis en relief "la qualité des relations algéro-allemandes qui seront renforcées davantage à l'avenir dans plusieurs secteurs notamment celui de l'Énergie".

Pour rappel, la délégation parlementaire allemande avait entamé mardi une visite de quatre jours en Algérie, durant laquelle la délégation aura des entretiens avec plusieurs ministres et responsables.

FIN DE L'ANARCHIE DANS L'URBANISME

La démolition des constructions  
illicites obéira à un plan étudié

La démolition des constructions illicites habitées «obéira, à l'avenir, à un plan étudié après épuisement de toutes les voies de règlement administratives et réglementaires», a affirmé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Par Slimane T

«**E**n vue de conforter l'autorité de régulation administrative en termes d'application des règles d'aménagement et d'urbanisme et la constatation des infractions y afférentes, il a été procédé, en coordination avec le ministère de l'Habitat, à la mise en place d'une commission interministérielle ayant pour mission l'élaboration d'une loi régissant le fonctionnement et les missions de la Police urbaine conformément aux instructions du président de la République», a précisé M. Merad, lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par M. Salah Goudjil, président de la Chambre haute du Parlement, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de membres du Gouvernement.

«La démolition des constructions illicites habitées obéira, à l'avenir, à un plan minutieusement étudié, mis en place en coordination avec les walis, et appliqué après épuisement de toutes les voies de règlement administratives et réglementaires», a-t-il

ajouté.

Evoquant les mesures prises par son département pour mettre fin au phénomène des constructions inachevées, le ministre de l'Intérieur a mis en avant «les efforts permanents» des services de l'Etat pour l'éradication de ce phénomène qui défigure les villes sur le double plan urbain et esthétique, et ce à travers le recours à toutes les procédures juridiques et opérationnelles nécessaires.

A ce propos, le ministre a affirmé que son secteur œuvrait en coordination avec les départements ministériels concernés «à l'amélioration et la révision des différents textes de loi régissant les règles relatives à l'aménagement et à l'urbanisme, en fonction des besoins constatés sur le terrain ainsi que du contrôle de l'expansion du tissu urbain dont la loi relative à l'urbanisme et les autres textes réglementaires». Il a ajouté que ses services centraux «mobilisent tous les moyens matériels et humains, afin de faciliter l'opération de délivrance des différents permis et certificats, et ce à travers la création d'un guichet unique dédié à cet effet, mais aussi la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des

plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme, ainsi que les plans d'occupation des sols, outre la consécration des mécanismes de contrôle des infractions relatives à l'urbanisme».

Dans le cadre de la lutte contre l'anarchie dans l'urbanisme, le ministre a rappelé «la promulgation de la loi 15-08 fixant les règles concernant la conformité des constructions, l'achèvement de leur réalisation ainsi que les mécanismes de réalisation, une loi reconduite à plusieurs reprises, la dernière en date étant en 2023, dans le but de permettre aux citoyens de régulariser leur situation».

Concernant le bilan des demandes de la régularisation, M. Merad a fait état de «1.008.564 dossiers au niveau des communes au 3 août 2022, dont 735.444 ont été traités, soit 75% de l'ensemble des dossiers soumis. Parmi ces dossiers, 338.352 ont été acceptés, 171.286 ont été rejetés et 129.355 ajournés».

M. Merad a, enfin, déclaré que son secteur veillait à «faciliter les mesures administratives pour le traitement des demandes de régularisation, et réduire les délais de réponse».

ELECTRICITÉ

L'Algérie produit un surplus de 10 000 MW qui pourrait être exporté

Le secrétaire général du groupe Sonelgaz, Nabil Kafi, est revenu sur les capacités de production et d'exportation d'électricité de l'Algérie.

«Aujourd'hui, en termes de capacités installées, on est à plus de 25.000 Mégawatts (MW), 5.000 MW en cours de construction et avec les 15.000 MW (énergie solaire) qu'on compte réaliser, on sera à plus de 45.000 MW», a-t-il détaillé.

Selon lui : «Aujourd'hui, le pic annuel est de 17.000 MW et en moyenne, on est à 12.000 MW» et «le surplus est à plus de 10.000 MW qu'on pourrait mettre à l'export». «Avec l'arrivée (à l'avenir) des 15.000 MW (en énergie solaire), la capacité d'export de l'énergie verte sera

plus importante», a-t-il dit.

Rappelant que les interconnexions de l'Algérie avec la Tunisie, M. Kafi a indiqué que «l'année 2022 a été exceptionnelle en termes d'exportation (de l'électricité) vers la Tunisie». Selon lui, entre 300 et 500 MW sont exportés quotidiennement vers ce pays voisin.

«Nous sommes toujours disponibles à répondre à toute demande supplémentaire, puisque les interconnexions qui existent avec la Tunisie permettent d'augmenter ces capacités», a-t-il assuré.

Le SG de Sonelgaz a fait état d'études qui ont été lancées pour exporter de l'électricité vers la Libye à travers la Tunisie. «Des discussions sont en cours», a-t-il dit, en ajoutant qu'«on

ambitionne d'aller au-delà de nos frontières avec tous nos voisins».

M. Kafi a également abordé le projet d'exportation de l'électricité vers le continent européen par le moyen d'un câble sous-marin. «Je que l'option interconnexion Algérie-Europe est une opportunité pour l'Algérie pour exporter son énergie, surtout l'énergie verte», a-t-il dit, en rappelant que «l'Algérie, aujourd'hui, est un partenaire et un fournisseur d'énergie (gaz) fiable pour l'Europe».

«On veut se positionner également en tant que fournisseur d'électricité», a-t-il indiqué, en faisant état «de discussions bien avancées» avec les partenaires de l'Algérie, notamment l'Italie.

Synthèse S R

ENERGIE

La coopération algéro-allemande passée en revue

Le Secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Mines, Abdelkrim Aouissi, a reçu jeudi, une délégation parlementaire de la Bavière-Allemagne, conduite par le président de l'Union chrétienne-sociale en Bavière, M. Thomas Kreuzer, indique un communiqué du ministère. La rencontre, à laquelle a pris part l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, a été l'occasion pour les deux parties de "passer en revue l'état des relations de coopération algéro-allemandes dans le do-

maine de l'énergie notamment les actions inscrites dans le cadre du partenariat stratégique algéro-allemand", précise la même source. Dans ce cadre, les deux parties ont exprimé leur "satisfaction des actions réalisées avec le partenaire allemand dans ce cadre, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, de la transition et de l'efficacité énergétique", est-il souligné.

Les opportunités d'affaires et d'investissement dans le secteur de l'énergie notamment dans le do-

maine l'amont pétrolier, des ENR, de l'Hydrogène, la formation et le dessalement d'eau de mer ont été également abordés.

Dans ce cadre, M. Aouissi a présenté le projet de réalisation d'installations de production d'électricité en solaire photovoltaïque d'une capacité de 15000 MWc dont une partie (2000 MWc) a été lancée récemment par le Groupe Sonelgaz.

A cette occasion, le SG du ministère de l'Énergie et des Mines a rappelé l'importance de la coopé-

ration et du partenariat liant les entreprises algériennes et allemandes et a présenté "les projets de partenariat qui peuvent être conclus dans le domaine d'intérêt commun y compris dans le domaine de la fabrication des équipements".

Le domaine des mines a également été présenté à la délégation allemande sur les aspects liés notamment au potentiel de l'Algérie en la matière, conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale  
de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

## NATIONALISATION DES MINES

# Un secteur pour l'avenir

La nationalisation des mines a été un fait aussi marquant que celle des hydrocarbures. Hier notre pays a célébré la nationalisation des mines dans un contexte particulier. Ce secteur, après un moment au creux de la vague, renaît à la faveur d'un important programme de renaissance.

Par Reda Hadi

Les hésitations et les échecs passés, ont été remisés, et les pouvoirs publics ont eu à cœur de donner à ce secteur, la noblesse et l'importance qui lui choient.

Oubliés donc le recours à des compétences étrangères, aujourd'hui, l'Algérie compte sur elle-même et ses propres compétences, pour faire des mines dans les années à venir, un secteur apte à contribuer à hisser notre économie, hors énergies fossiles. Pour mémoire, la nationalisation, annoncée par l'ancien chef de l'Etat, le défunt Houari Boumediène, concernait onze principales sociétés minières, totalement récupérées et placées sous la tutelle du Bureau algérien de recherches et d'exploitations minières (BAREM), qui venait d'être créé. Il s'agissait notamment de la nationalisation des sociétés qui exploitaient, entre autres, les mines de fer et de cuivre d'Ouenza-Bou-Khadra (Tébessa), d'exploitation de fer d'El Halia (Meliana), de zinc et de plomb à Sidi Kamber (Constantine), de plomb et de zinc de l'Ouarsenis, de zinc à Ain Arko (Guelma), de celle d'Aïn-Barbar (Annaba) et des sociétés des mines et carrières de Rivet El Maden à Meftah (Blida), ainsi que les mines de Hammam n'Bails de l'Ouarsenis.

De nos jours l'économie mondiale a besoin de métaux, de minéraux et l'Algérie veut saisir cette opportunité pour créer de la richesse, créer de l'emploi, se développer et laisser à la génération future des projets substantiels, des projets de valeur.

Aussi le recouvrement de la souveraineté na-

tionale sur ces richesses du sous-sol et des sociétés en exploitation constituait, ainsi, une étape décisive dans le processus du développement socio-économique du pays, engagé dans une vision dynamique.

Disposant d'importantes ressources minérales, l'Algérie compte réaliser des projets industriels ambitieux. Or, zinc, cuivre, fer, phosphate figurent parmi les minerais concernés par la reprise de l'activité ou encore la programmation de nouveaux projets d'exploration et d'exploitation. De même que notre pays s'engage à intensifier son exploration de terres rares, très demandées sur le marché international.

### Un plan d'action tracé pour redynamiser le secteur

La sous-exploitation des ressources minières a conduit les hautes autorités du pays, sous les orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à placer le secteur des mines parmi les domaines prioritaires et au cœur de la stratégie de diversification de l'économie nationale.

A cet effet, un plan d'action sur la période 2020-2024 a été mis en place visant à redynamiser le secteur et lui permettre une meilleure contribution à la croissance de l'économie nationale.

Ce programme concerne la recherche des métaux de base, du cuivre, du fer, de la baryte, du soufre natif, du charbon, des sels potassiques, de l'or et métaux associés, ainsi que les terres rares.

Parmi les priorités fixées, il est question de la révision du cadre législatif, du développement et de la modernisation de la cartographie minière, la concrétisation des grands projets in-

dustriels structurants, ainsi que le développement du capital humain.

### Projets stratégiques

La demande mondiale en fer et en acier est en effet en forte hausse. Souhaitant diversifier l'économie algérienne, les pouvoirs publics ont saisi cette aubaine pour explorer et exploiter les ressources minières. Parmi les programmes structurants de 2022, le mégaprojet stratégique de Ghar-Djebilet, à 170 kilomètres de la ville de Tindouf, dont les réserves en minerai de fer sont estimées à plus de 3 milliards de tonnes.

Les objectifs sont similaires pour la production de zinc et de plomb. Selon le ministère de tutelle, le gisement d'Oued Amizour, dans la wilaya de Bejaïa, est stratégique pour le pays.

Constituée autour d'un partenariat algéro-australien, la Western Mediterranean Zinc SPA dispose d'un potentiel exploitable annuel de 34 millions de tonnes dont 170 000 tonnes de zinc.

Le Projet du phosphate intégré (PPI), quant à lui, doit permettre à l'Algérie d'être l'un des principaux pays exportateurs d'engrais et de fertilisants, avec une production annuelle prévisionnelle de plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés.

### Partenariats pour l'exploitation des mines

Selon le ministère de l'Industrie, d'autres projets miniers stratégiques entreront en phase d'exploitation en 2023. Des programmes qui permettront de créer de nouvelles sociétés publiques et privées et d'établir des accords de partenariat avec des entreprises étrangères dont l'objectif sera l'exploitation et le développement des gisements miniers en Algérie. La société Tosyali Algérie, née d'un partenariat algéro-turc, est devenue l'un des leaders de la sidérurgie natio-

nale, contribuant au développement des exportations en acier long. L'entreprise envisage de s'investir dans la production de l'acier plat et de diversifier ses investissements dans la production minière.

En somme l'Algérie mise sur le développement du secteur des mines à l'effet d'accélérer la diversification de son économie, fondée essentiellement sur l'industrie pétrolière et gazière.

Et en cela, le lancement du plan d'action 2020-2024 permettra au secteur des mines, dont la contribution reste modeste en dépit des grandes potentialités, de contribuer davantage au développement de l'économie nationale et à la création des postes d'emploi, notamment dans les zones enclavées, tout en tenant compte des aspects de protection de l'environnement.

Le plan d'action, prévoit la réunion de toutes les conditions garantissant l'attractivité du secteur et l'encouragement de l'investissement à travers la révision du cadre législatif et organisationnel régissant l'exploitation minière et la communication des informations précises aux investisseurs sur les cartes géologiques ainsi que l'inventaire des minéraux, afin de favoriser la prospection minière.

Il s'agit en outre de l'intensification des efforts de la recherche minière à travers la participation active des investisseurs privés, nationaux et étrangers, la promotion des petites et moyennes entreprises minières et le développement de grands projets industriels visant la valorisation des ressources minières locales importantes tels les projets de phosphate et la valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet en vue d'assurer l'approvisionnement et le développement de l'industrie métallurgique nationale.

AZRI YAHIA, PDG DE L'OFFICE DE RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE (ORGM)

## «Le développement du secteur minier est conditionné par l'intensification de programmes de recherche»

Dans cet entretien, le Président Directeur Général (Pdg) de l'office de recherche géologique et minière est revenu sur les missions principales de l'ORGM et son rôle dans le développement du secteur minier. Il a affirmé que la recherche minière, le métier de base de l'ORGM, constitue le soubassement pour l'expansion de ce secteur.

Entretien réalisé par Reda Hadi



Pouvez-vous nous présenter l'Entreprise nationale de recherche géologique et minière (ORGM) ainsi ses principales missions ?

Permettez-moi d'abord de vous faire un rappel historique sur la création de l'ORGM, qui en sa qualité d'entreprise nationale de recherche géologique et minière, existait depuis l'indépendance sous différentes appellations : BAREM, SONAREM, EREM, l'ORGM (Office de Recherche Géologique et Minière) fut fondée en 1992 par la fusion de l'EREM et l'Office National de l'Infrastructure Géologique ONIG. L'ORGM est l'opérateur public pluridisciplinaire dans la recherche et l'exploration minière, il fut érigé en société par actions en 2011 et détenues exclusivement par le groupe Manadjim El Djazair.

L'ORGM, leaders dans la Recherche Minière, a capitalisé un savoir-faire de plus de 60 ans dans le domaine de la recherche minière, elle est découvreur de plusieurs gisements mais aussi un expert réputé disposant des capacités techniques et de réalisation nécessaires qui lui permettent la maîtrise certaine de ses activités.

L'ORGM s'adapte aux mutations du

secteur minier à l'échelle nationale et internationale, qui est de plus en plus exigeants en matière d'expertise et du respect des normes reconnues au niveau mondiale à l'instar du JORC, NI 43-101, SAMREC...

Notre objectif est la mise à niveau de l'Entreprise au standard international, pour son maintien comme leader à l'échelle nationale et l'ambition d'exporter ses services au niveau régional.

S'agissant des missions principales de l'ORGM, il est à noter que l'entreprise, unique opérateur dans le domaine de la recherche minière en Algérie, est la locomotive du développement du secteur minier.

Sa mission principale est la recherche minière (Prospection et exploration), pour la découverte de nouveaux gîtes minéraux, de nouvelles sources de métaux ou de minéraux utiles.

La recherche minière constitue le soubassement pour l'expansion du secteur minier.

Ces dernières années, l'ORGM s'est investi aussi dans les études topographiques, environnementales et la prospection hydrogéologique. Les

principales missions de l'ORGM, consistent en la prise en charge des programmes de recherche minière de l'ETAT, la réalisation de différentes études pour les entreprises du groupe Manadjim El Djazair et pour tous les opérateurs miniers national et/ou étranger.

### Quel rôle pourrait jouer l'ORGM dans le développement du secteur minier national ?

Je voudrais d'abord souligner que le développement des matières premières minérales, s'appuie sur l'équilibre entre l'extraction des réserves accessibles et la découverte de nouveaux gisements et de nouvelles substances minérales, par des programmes de recherche minière et de reconstitution des réserves de mines en exploitation.

La recherche minière, le métier de base de l'ORGM, constitue le soubassement pour l'expansion de ce secteur, c'est l'étape préalable à tout projet minier.

cherche minière est plus qu'une nécessité pour redynamiser le secteur minier.

Face à la détermination de l'Etat à relancer le secteur minier, les nouvelles orientations des Pouvoirs Publics à travers le Ministère de l'Energie et des Mines se traduisent par la mobilisation des ressources et moyens nécessaires pour redynamiser ce secteur afin de lui permettre de jouer un rôle plus substantiel dans le développement économique et social du pays, à la hauteur de son potentiel géologique et minéral, pour faire face à une demande croissante en substances minérales et satisfaire les besoins de l'industrie nationale en matières premières minérales, dont le sol et le sous-sol algérien en regorge et ainsi endiguer leur importation. Dans ce contexte, l'ORGM est amenée à jouer un rôle décisif dans la relance de l'économie nationale par la mise à disposition de l'industrie minière, de nouveaux gîtes et gisements de diverses substances minérales, à travers les différents programmes d'études et de recherche minière, lesquels devront permettre aussi l'approfondissement des connaissances du sol et du sous-sol du pays et le dégagement de nouveaux prospects pour la promotion.

### Le gouvernement table sur les mines pour la diversification de l'économie nationale. Que préconisez-vous en tant que ORGM en matière de politique de développement du secteur minier et des actions à entreprendre en la matière ?

Permettez-moi d'abord de rappeler que la recherche minière est une activité à risque et à forts enjeux financiers. Un projet de recherche minière doit suivre plusieurs phases avant d'aboutir à un projet d'exploitation viable, qui nécessite la maîtrise de connaissances très

spécifiques et de techniques complexes mobilisant d'importants capitaux.

Aussi, la durée d'un projet de recherche minière est longue (parfois jusqu'à 10 ans) et les chances de découverte d'un gisement remplissant simultanément les trois critères, environnemental, technique et économique, sont faibles, de ce fait, la mise en œuvre de projets de recherche minière représente d'importants risques financiers.

C'est pourquoi, un faible engouement des investissements des capitaux privés est constaté au stade de la recherche minière. Seul les Etats, à l'échelle mondiale, sur fonds publics investissent dans les premières phases de la recherche minière. Devant cet état de fait, afin de développer le secteur minier en Algérie, l'état doit en premier lieu avoir un outil de recherche performant, à l'image de notre Entreprise ORGM, qui doit être soutenue et développée pour sa mise à niveau au standard international. L'Algérie étant un vaste territoire à potentiel géologique perspectif, qui reste sous exploré. Le développement du secteur minier est conditionné par l'intensification de programmes de recherche minière sur tout le territoire national, ce qui permettrait de mettre à disposition de l'économie nationale de nouveaux gîtes et gisements de diverses substances minérales ainsi endiguer les importations de ces produits et envisager même leur exportation. L'accompagnement des opérateurs miniers, par des programmes de reconstitution de réserves des mines en exploitation, est un autre paramètre non négligeable afin de garantir la pérennité de l'activité de ces mines. L'implication des chercheurs universitaires dans les projets de recherche minière, sera d'un apport capital.

HADJ 2023

## Des vols directs pour le transport des pèlerins à partir de l'aéroport de Tamanrasset

Le ministère des Transports a annoncé jeudi dans un communiqué que l'aéroport de Tamanrasset (Aguenar-Hadj Bey Akhamouk) sera exploité pour le transport direct des hadjis vers les Lieux Saints durant la saison du Hadj 2023. "En application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et dans le cadre des préparatifs continus de la saison du Hadj 2023, le ministère des Transports annonce le renforcement de la liste des aéroports nationaux concernés par le transport des pèlerins vers les Lieux Saints via des vols directs à partir de l'aéroport de Tamanrasset (Aguenar - Hadj Bey Akhamouk), précise le communiqué. Selon la même source, des vols directs pour le transport des hadjis depuis les wilayas de Tamanrasset et de Bordj Badji Mokhtar vers les Lieux Saints seront programmés au niveau de l'aéroport de Tamanrasset.

## INDUSTRIE

# Nécessité de maîtriser les nouvelles technologies de la sidérurgie

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé jeudi au complexe Sider El Hadjar d'Annaba la nécessité de maîtriser les nouvelles technologies de la sidérurgie et de changer les modes de gestion.

Par R.E.

Au cours de sa visite dans la wilaya en compagnie du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Fayçal Bentaleb, M. Aoun a indiqué que l'avenir de l'industrie sidérurgique est "tributaire de la maîtrise des nouvelles technologies et de la mise en œuvre de modes de gestion avec des approches économiques garantant l'efficacité pour parvenir aux objectifs tracés". Dans son intervention à la salle des conférences du complexe sidérurgique à l'occasion de l'exposé fait sur cette usine et ses perspectives, le ministre a souligné que l'Etat algérien "préserve ses acquis", rappelant que le complexe Sider El Hadjar "représente un des symboles de l'industrie lourde d'où l'accompagnement qui lui est assuré par les pouvoirs publics en vue de lui permettre d'atteindre les objectifs économiques tracés dans le domaine de l'industrie sidérurgique". La maîtrise des nouvelles technologies, a

ajouté Ali Aoun, vient à travers «la promotion et de la dynamisation de la formation et la conjugaison des efforts des cadres, des travailleurs et du partenaire social pour développer les performances du complexe». Les deux ministres se sont enquis du fonctionnement du complexe dont l'activité du haut fourneau n 2 ayant bénéficié d'un programme de requalification. Ils se sont également intéressés au processus de démontage de la structure du haut fourneau n 1 à l'arrêt depuis 2009 et de récupération du foncier qu'il occupait. Dans la zone industrielle de Berrahal qui a bénéficié d'une opération d'extension portant sa superficie à 367 hectares, le ministre a insisté sur l'extension du foncier industriel selon une approche économique visant à y domicilier des projets à valeur économique et la mise en place des conditions propices aux porteurs de projets d'investissement. Après avoir suivi un exposé sur les zones industrielles et des activités de la wilaya, le ministre de l'Industrie et de la Production

Pharmaceutique a appelé à associer les investisseurs à la gestion de ces zones et à y assurer les services indispensables pour l'activité économique génératrice de développement et d'emplois. Au complexe Ferroviaire de fabrication de matériels et équipements Ferroviaires d'El Bouni, M. Aoun a visité ses ateliers et suivi un exposé sur le programme de production. Il a invité ses cadres à se diriger vers la production d'équipements pour les entreprises afin d'étoffer le cahier de charges de l'entreprise, assurer son positionnement sur le marché et la transformer en partenaire pour les divers secteurs. A El Bouni, les deux ministres ont visité l'usine CITAL de maintenance des rames de tramways. Ils poursuivront leur visite en se rendant à l'agence régionale de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries où ils présideront la remise de contrats de travail et d'insertion des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnel et allocation de chômage.

## TRANSPORTS

# La flotte aérienne et les lignes ferroviaires, une priorité du secteur

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a affirmé, jeudi à Alger, que le secteur avait tracé un programme spécial pour renforcer les flottes maritime et aérienne nationales comme "priorité" afin d'améliorer la qualité du service. Lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a précisé que "le secteur œuvre à renforcer la compagnie aérienne Air Algérie, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant renforcement de la flotte aérienne

par 25 nouveaux avions, soit l'acquisition de 15 avions et l'achat de 10 autres supplémentaires". Cette mesure permettra de renforcer la présence d'Air Algérie et d'exploiter l'ensemble des 36 aéroports à travers les wilayas du pays, a souligné M. Cherfa. A une question du membre du Conseil de la nation, Mohamed Boukrou (Indépendants), sur le renforcement de certaines lignes du réseau ferroviaire dans la wilaya de Constantine, le ministre a indiqué que la relance de la ligne Bouchehouf-El Khroub est actuellement en phase d'étude, d'autant plus que les services de la wilaya de Guelma ont approuvé définitivement le tracé de la ligne.

Les services de l'Agence nationale des études et de suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) ont procédé à la levée des réserves enregistrées au niveau de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED), notamment en ce qui concerne la rentabilité de la ligne et son incidence sur les clients à travers 11 villes. Il sera procédé à l'enregistrement de la réalisation du projet dès la finalisation de l'étude, a-t-il ajouté. Les mêmes services ont procédé aux travaux de maintenance de la ligne Alger-Constantine au niveau de plusieurs tronçons de manière à réduire la durée du voyage et à élever la capacité d'accueil de la ligne.

Au sujet du train de banlieue, M. Cherfa a fait état de l'exploitation actuellement de quatre dessertes, à savoir Constantine-Zighoud Youcef via Hamma Bouziane, Kef Salah et Didouche, alors que la ligne Zighoud Youcef-Ain Bouziane sur une distance de 10 km, sera exploitée dès l'achèvement des travaux de maintenance. La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) procède actuellement à l'étude de faisabilité qui prendra fin en juin prochain pour la réalisation de stations dans plusieurs cités en vue de les exploiter partiellement au cours du dernier trimestre de 2023, a ajouté le ministre.

R.E.

## PHILIP MORRIS INTERNATIONAL PUBLIE SON RAPPORT INTÉGRÉ 2022

# La transformation vers une entreprise majoritairement sans fumée se poursuit sans relâche

Philip Morris International Inc. (PMI) vient de publier son quatrième rapport intégré annuel, qui fournit une description objective d'indicateurs clés tels que le modèle d'entreprise, la gouvernance & la gestion, la stratégie ainsi que la performance de la société.

Il en ressort des constats très positifs en ce qui concerne les synergies internes et la poursuite des objectifs tracés en amont. À ce propos, Christian Akiki Directeur Général de PM Algérie, a déclaré que « malgré de nombreuses épreuves, 2022 a été une année remarquable qui a rapproché nos employés les uns des autres. Elle nous a aussi permis de réaliser des avancées tangibles dans la réalisation de notre objectif 2025, à savoir devenir une entreprise majoritairement sans fumée ». Et de poursuivre : « Bien qu'une transformation d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne puisse se faire du jour au lendemain, nous sommes déterminés à l'atteindre aussi rapidement que possible. Grâce à un engagement constructif, nous parviendrons à réaliser une transformation effective et à accélérer le rythme de ce changement significatif. Le dernier rapport intégré contient la déclaration d'intention énonçant la mission de PMI qui consiste à atteindre un avenir sans fumée. Pour ce faire, PMI a concentré toutes ses ressources sur le développement, la démonstration scientifique et la commercialisation de produits sans fumée, moins nocifs que la cigarette. Le but ultime est de remplacer complètement et dès que possible les cigarettes et d'évoluer, à plus long terme, vers une entreprise spécialisée dans le bien-être et les soins de santé. S'appuyant sur son cadre ESG (Environnement, Social et Gouvernance), PMI a mis en place huit stratégies ciblant les domaines d'impact les plus urgents. Ces stratégies s'appuient sur onze objectifs qui constituent la base de sa feuille de route 2025, et 19 indica-

teurs clés de performance (ICP). Chaque ICP est alignée sur l'un des deux vecteurs suivants : la durabilité des produits ou la durabilité opérationnelle. En 2022, les progrès réalisés par PMI dans le cadre de sa politique de développement durable se sont poursuivis à un rythme soutenu, l'entreprise s'efforçant d'aborder l'impact de ses produits (ce qu'elle produit) et de ses activités (comment elle produit). Les données relatives à l'année 2022 montrent le progrès réalisé par PMI et mettent en avant l'impact social, environnemental et opérationnel de son activité.

### Impact social

Sur le plan social, PMI a atteint un nombre total d'utilisateurs adultes de produits sans-fumée avoisinant 24,9 millions, comparés à 21,7 millions en 2021. Ces produits ont par ailleurs permis de générer une hausse des recettes nettes de 32,1% par rapport à 29,5% une année auparavant. En outre, le nombre des marchés où les produits sans fumée sont disponibles est 73, dont 42% dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. En 2021, ils étaient au nombre de 71. De 2008 à 2022, le total des investissements de PMI dans les produits sans fumée a atteint 10,7 milliards USD, contre 9,2 milliards à fin 2021. D'autre part, le CA annuel net des produits de bien-être et de santé est de 0,3 milliard USD, alors qu'il était de 0,1 milliard en 2021.

### Impact environnementale

L'activité de PMI a eu un effet positif considérable sur l'environnement, avec un taux de recyclage des appareils IQOS de 86%, au même niveau qu'en 2021. Aussi, les marchés ayant mis en place des programmes contre l'abandon des déchets des cigarettes combusti-

bles ont atteint un pourcentage de 68%. Pour ce qui des marchés dotés de programmes de reprise des consommables sans fumée, ils ont enregistré un volume de 8,5%.

PMI a également poursuivi la décarbonisation de ses activités directes. Ses objectifs scientifiques, en l'occurrence un niveau zéro des émissions nettes de GES dans sa chaîne de valeur d'ici à 2040, ont été validés.

En parallèle avec la conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15) qui s'est tenue en décembre 2022, l'entreprise a annoncé de nouvelles stratégies à long terme en matière de biodiversité et d'eau. Celles-ci sont alignées sur le cadre de biodiversité post-2020, adopté par les pays membres de la convention.

### Impact opérationnel

Sur le plan opérationnel, les données de 2022 traduisent une évolution salutaire de la performance de PMI, notamment en termes de pourcentage des postes de direction occupés par des femmes (40,7% contre 39,7% en 2021). Ce pourcentage dépasse l'objectif de 40%, fixé en amont pour l'année 2022. PMI a aussi enregistré un pourcentage de 55% concernant la proportion de tabac acheté sans risque relatif à la déforestation (37% en 2021). L'entreprise a même atteint un niveau zéro de conversion des écosystèmes naturels, ce qui demeure une performance exceptionnelle.

Enfin, pour la troisième année consécutive, PMI a décroché une triple note A du CDP (Customer Data platform) pour la sécurité du climat, des forêts et de l'eau.

## INCLUSION FINANCIÈRE

## La démarche du ministère des Finances

L'inclusion financière est l'une des priorités du gouvernement. En dépit des avancées enregistrées en la matière, beaucoup reste encore à faire. Conscient de cette réalité, le ministère des Finances travaille sur la question, en lançant un vaste programme de réforme et de modernisation de notre système bancaire et financier.

Par Sirine R

**E**n effet, l'amélioration des indicateurs de l'inclusion financière passe par la modernisation et diversification des produits bancaires. C'est ce que le ministre des Finances, Laziz Faïd a déclaré jeudi dernier lors d'une journée d'information sur « l'inclusion financière et les changements climatiques », organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière. Cette rencontre a été une occasion pour le ministre de mettre en avant les efforts continus de l'Algérie pour le développement et la modernisation du secteur des finances et des banques. Il a rappelé que les pouvoirs publics ont adopté une démarche claire pour la réalisation de l'inclusion financière, en décidant une série de mesures.

Il s'agit en premier lieu de procéder, dira-t-il, à la numérisation des banques et de leurs systèmes d'informations (la

## PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

## Plus de 837 000 opérations enregistrées en trois mois

**L**e nombre d'opérations de paiement électronique à travers les terminaux de paiement électronique (TPE), s'est élevé à plus de 837.000 opérations durant le 1er trimestre de l'année en cours, pour un montant de plus de 6,7 milliards de DA, a fait savoir, jeudi, le directeur général du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), Madjid Messaoudene.

Se référant aux derniers chiffres du Groupement, M. Messaoudene a indiqué que le nombre d'opérations de paiement électronique à travers les TPE, "s'est élevé à plus de 837.000 opérations durant le 1er trimestre 2023, pour un montant de plus de 6,7 Mds de DA", rappelant que ce chiffre s'était élevé, fin 2022, à plus de 2,7 millions de transactions pour un montant de plus de 19 Mds de DA. Le nombre total de TPE durant

digitalisation), la densification et l'élargissement du réseau des agences bancaires de proximité et numériques ainsi que le renforcement des prestations du paiement électronique (e-paiement). En second lieu, ajoute le ministre, assurer la disponibilité des produits de la finance islamique et classique en fonction des besoins du citoyen.

Evoquant ces démarches, M. Faïd a cité, entre autres, l'actualisation de la loi monétaire et bancaire qui permettra le lancement de la monnaie numérique nationale et l'ouverture d'agences à l'étranger pour accompagner les investisseurs à l'exportation, l'objectif étant de « parvenir à des prestations financières innovantes permettant au citoyen de bénéficier de produits de qualité et sans entraves ».

A ce propos, il a fait savoir que le ministre a décidé, dans le cadre de la contribution au soutien à l'inclusion financière, nombre de réformes en vue de promouvoir les indicateurs d'obtention de financement notamment pour les jeunes afin de soutenir les petits et moyens projets.

Présentant le bilan des prestations bancaires au titre de l'année 2022, M. Faïd a fait état de plus de 20 millions de comptes au niveau des banques dont 12 millions de comptes d'épargne, en sus de 27 millions de comptes courants postaux (CCP).

Le ministre a en outre indiqué qu'il y avait plus de 14 millions de cartes au niveau des banques et d'Algérie Poste, tandis que le nombre des opérations de paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE) a augmenté de 65.000 en 2016 à plus de 2 millions d'opérations en 2022.

Par ailleurs, le nombre d'opérations e-paiement est passé de 7300 opérations en 2016 à 7,5 millions, avec plus de 340 commerçants en ligne inscrits dans le système de paiement interbancaire.

Le ministre a fait savoir que les banques s'emploient à commercialiser plusieurs produits et services en coordination avec les start-up, citant entre autres produits : le téléphone portable et la e-wallet, outre le lancement des banques numériques de nouvelle génération.

le 1er trimestre de l'année en cours s'est élevé à 49.030 terminaux, soit une hausse de 2.767 TPE, comparativement au nombre enregistré, fin 2022 (46.263 TPE), a-t-il précisé.

Le nombre de cartes de paiement électronique, s'est élevé, fin mars, à plus de 14 millions de cartes (CIB et Edahabia d'Algérie Poste), selon M. Messaoudene qui détaillait ce bilan lors d'une journée d'information autour de "l'inclusion financière et changements climatiques", organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), dans le cadre de la célébration de la Journée arabe de l'inclusion financière.

L'activité de paiement en ligne est, elle, en constante évolution, grâce à l'augmentation du nombre de commerçants adhérant au système de paiement électronique (337 web marchands), soit

une hausse de 46 commerçants durant le 1er trimestre de l'année en cours.

Selon les chiffres avancés par le GIE, le nombre de transactions a atteint, durant la même période, près de 2,7 millions opérations pour un montant de 8,7 mds DA répartis sur les activités de la communication, les transports, l'assurance, les factures, les services, la vente de produits, les sports et loisirs.

Le paiement par mobile ouvert "dans une première phase" qu'en intra-bancaire (client d'un même établissement financier) a enregistré, lors du premier trimestre 2023, près de 7,6 millions de transactions pour un montant de 5,5 mds DA.

Quant au transfert de fonds par mobile, 3 millions de transactions ont été enregistrées d'une valeur dépassant les 37 mds DA. S'agissant des retraits opérés sur des ATM (distributeur automa-

tique de billets), le nombre d'opérations a dépassé les 40 millions de transactions d'une valeur de près de 770 mds DA durant la même période de référence.

Le parc des distributeurs automatiques comprend 3713 appareils, au premier trimestre 2023, avec une hausse de 55 nouveaux appareils, contre 3658 appareils recensés fin 2022.

Créé en juin 2014, le groupe GIE Monétique est composé de 18 banques en plus d'Algérie poste, auquel la Banque d'Algérie contribue en tant que membre non-adhérent afin de s'assurer de la conformité des systèmes, des outils de paiement et des standards en vigueur. Le GIE monétique supervise le système monétique électronique à travers la généralisation des moyens de E-paiement.

R. E.

## CRÉDIT POPULAIRE ALGÉRIEN

## Les dépôts de la finance islamique ont dépassé les 25 mds DA

Les dépôts de la finance islamique au niveau du Crédit populaire algérien (CPA) s'élèvent à plus de 25 milliards de dinars, a indiqué jeudi le chef de département de la finance islamique de cette banque publique, Sofiane Mazari, ajoutant que le nombre des clients de la banque dans le cadre de la finance islamique dépasse les 35.000 clients.

Selon le bilan de la banque dévoilé par M. Mazari lors de la cérémonie du lancement du crédit sans intérêts destiné aux pèlerins, baptisé "Qard Hassen hajji", le même responsable a fait savoir que les dépôts recouverts dans le cadre de la finance islamique, deux ans après son lancement au niveau de la banque, s'élevaient à plus de 25 mds/da avec plus de 35.000 clients recensés dans ce créneau.

A ce propos, le directeur a expliqué que le CPA avait obtenu "des résultats positifs et réalisés de grands progrès dans ce domaine", soulignant que la banque offre 15 produits de la finance islamique au niveau de 96 bureaux à travers le territoire national.

S'agissant du lancement officiel du produit "Qard Hassen Hajji" par le CPA dans le cadre de la finance islamique, M. Mazari a fait savoir que ce crédit, lancé pour la deuxième saison consécutive, avait obtenu le certificat de conformité à la Charia du Comité National de la Fatwa pour l'Industrie de la Finance islamique.

Indiquant que la valeur du crédit peut atteindre 300.000 da sans intérêts, M. Mazari a rappelé que ce crédit était destiné aux pèlerins "remplissant les conditions légales et réglementaires établies par les autorités compétentes dans ce domaine".

"Qard Hassen Hajji" est destiné aux particuliers résidents, de nationalité algérienne, disposant d'un revenu stable et dont l'âge est inférieur à 75 ans, a-t-il ajouté avant de relever que le CPA permet aussi aux enfants ou conjoints du pèlerin de souscrire à ce crédit pour financer le pèlerinage du parent et/ou du conjoint.

Concernant le remboursement du crédit, le responsable a précisé qu'il se fait sur 24 mois, après les trois premiers mois de l'obtention du crédit.

Ce crédit intervient, selon M. Mazari "pour consolider les capacités financières des pèlerins et leur permettre de s'acquitter du coût financier du Hadj et d'accomplir le 5ème pilier de l'islam en toute aisance", invitant "toute personne intéressée par ce financement à se rapprocher des bureaux de la finance islamique relevant du CPA".

De son côté, le président du Comité de contrôle chariaque du CPA et membre du Haut conseil islamique (HCI), Saïd Bouizri, a estimé que "Qard Hassen Hajji" vient "consacrer la dimension sociale et culturelle, dans un contexte marqué par la hausse des coûts du Hadj".

Dr. Bouizri a affirmé que ce crédit répondait aux aspirations des citoyens, ce qui devrait "soulager les pèlerins algériens".

## ESTIMÉ À PRÈS DE 19 MILLIARDS DE DA EN 2022

## Cash Assurances réalise un chiffre d'affaires record

**L**a Compagnie "Cash Assurances" a clôturé l'exercice 2022 avec un chiffre d'affaires record de près de 19 milliards de dinars (mds DA), en progression de plus de 17% comparativement à 2021, a indiqué sa PDG, Widad Belhouchet.

Ce chiffre d'affaire record a été réalisé alors que le marché national des assurances n'a évolué que de 5% en 2022, souligne Mme Belhouchet dans un entretien accordé à l'APS.

Ainsi, "Cash Assurances a poursuivi sa dynamique soutenue de croissance qu'elle avait regagné depuis 2019, malgré un marché ayant connu un essoufflement significatif, avec moins de 3% de progression durant les cinq dernières années", selon la PDG.

La croissance du chiffre d'affaires de la Cash a concerné l'ensemble des segments et varie entre 15% pour les risques d'entreprises et 25% pour les risques des particuliers et professionnels, a-t-elle ajouté.

"Avec 13,5% de part de marché, en progression d'un point comparativement à 2021, Cash Assurances consolide sa position de 3ème assureur sur le marché des assurances, selon les prévisions de clôture de l'exercice 2022 communiquées par le Conseil national des assurances (CNA)", explique-t-elle.

Tout en consolidant sa position de "leader dans les branches des risques industriels, avec 27% de part de marché, en pro-

gression de 3 points comparativement à 2021", Cash Assurances a renforcé sa position "de 2ème plus grande compagnie d'assurance des risques d'entreprises", d'après la PDG.

Avec près de 6 mds DA d'indemnités, l'entreprise a réalisé un résultat net en hausse pour la 3ème année consécutive avec plus de 1 mds DA, en progression de 14% comparativement à 2021.

Ces performances techniques et financières "sont le résultat de la confiance renouvelée de nombreuses grandes entreprises nationales et étrangères, activant dans toutes sortes d'activités et à différentes tailles de business, mais aussi de nombreuses PME et de milliers de particuliers", a-t-elle souligné.

Le chiffre d'affaires de Cash Assurances devrait poursuivre sa croissance durant les prochaines années, grâce notamment à l'augmentation récente de son capital social de 50%, passant de 10 mds à 15 mds DA, estime Mme Belhouchet précisant que cette opération permettrait à la compagnie de "se donner des moyens supplémentaires pour faire face à ses multiples engagements et une meilleure assurabilité de nos clients".

A la faveur de cette recapitalisation, la part du Sonatrach dans le capital social de la Cash Assurances passe de 82% à 88%. S'agissant des perspectives de la compagnie, la PDG a fait savoir qu'elle met en œuvre un plan de développement sur cinq années qui vise notamment à "consolider et asseoir le leader-

ship de Cash Assurances dans le segment des grands risques et de conforter sa place d'acteur de premier plan dans la couverture des risques d'entreprises".

Pour ce faire, Cash Assurances compte "constituer un portefeuille encore plus diversifié dans ce segment, à travers des couvertures adaptées et innovantes des risques de moyenne et petite taille pour les PME/PMI et les risques simples en direction des particuliers et des professionnels".

La compagnie œuvre, par ailleurs, à améliorer sa gouvernance en développant sa capacité d'adaptation et de résilience, "afin de suivre le rythme d'évolution du marché".

"Il s'agit d'améliorer notre modèle d'organisation, en s'appuyant sur un nouveau système d'information fiable et adapté à l'activité et à l'évolution technologique ainsi que les exigences liées à la gestion, dans l'objectif d'optimiser les processus de gestion et réduire les coûts d'exploitation et de commercialisation des produits et, à terme, la dématérialisation des contrats", a-t-elle expliqué.

Mme Belhouchet a rappelé, dans ce sillage, la mise en place, en 2021, d'une nouvelle plateforme électronique permettant l'établissement de devis et le paiement en ligne de certains types de polices d'assurances, et ce, dans le cadre d'un plan de digitalisation initié en 2019.

R. E.

## TOUGGOURT

**Un programme pour renforcer le parc des infrastructures juvéniles et sportives dans la wilaya**

Un programme de développement a été retenu en faveur de la wilaya de Tougourt pour renforcer son parc des infrastructures juvéniles et sportives, a affirmé jeudi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad. S'exprimant lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, M. Hammad a indiqué que "la wilaya de Tougourt a bénéficié, à la faveur d'un financement global estimé à 606 millions DA pour l'exercice 2023, d'un programme de développement sectoriel composé de 29 opérations, portant renforcement et réhabilitation du parc des infrastructures juvéniles et sportives".

"Ces opérations sont appelées à consolider les installations du secteur, tout en permettant aux jeunes et enfants de la wilaya de pratiquer leurs activités dans des espaces appropriés", a-t-il souligné. Le programme en question, comprend notamment des opérations de réhabilitation de trois (3) stades de football implantés dans les communes de Tougourt et El-Alia, la réalisation d'un complexe sportif de proximité au niveau de cette dernière, en plus d'une salle omnisports à Tebesbest, la restauration et la remise en état de deux (2) bouledromes à Nezla et Tougourt et la réhabilitation d'une dizaine d'établissements de jeunes à travers la wilaya, a-t-il fait détailler. M. Hammad a fait savoir que son département ministériel a alloué également une enveloppe financière de 120 millions de DA pour la rénovation des installations sportives et juvéniles, ainsi que la réalisation d'un nouveau siège de la Direction de la Jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, pour 180 millions DA. Le ministre a, dans ce sillage, mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais et les normes de réalisation de ces installations destinées à renforcer le patrimoine du secteur de cette wilaya du Sud-est, qui totalise actuellement 176 structures sportives et 29 établissements de jeunes. Au cours de sa tournée, le ministre s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique (25 mètres) à Témacine (sud de Tougourt), où il a instruit l'entreprise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux pour rattraper le retard enregistré dans la réalisation de cette structure, devant être réfectionnée lors de la prochaine saison estivale.

Toujours à Témacine, le ministre a inauguré un stade de 500 places, doté d'une pelouse artificielle. Répondant aux préoccupations soulevées par des représentants des clubs sportifs, concernant le déficit en matière de soutien financier, le ministre a indiqué que ce problème est enregistré dans la plupart des wilayas, précisant que des démarches sont entreprises pour mobiliser tous les moyens d'accompagnement requis au profit des clubs et associations relevant du secteur. Dans la daïra de Taïbet (Est de Tougourt), la délégation ministérielle a visité un projet d'une piscine semi-olympique, qui accuse un retard "considérable" en raison de difficultés financières qui entravent la réalisation des opérations restantes, entre autres, l'aménagement extérieur et la réalisation des réseaux divers, selon les explications fournies. Le ministre a, à ce propos, affirmé que son département ministériel s'engage à éradiquer tous les obstacles afin de réceptionner ce projet dans les plus brefs délais.

Au terme de sa visite dans la wilaya de Tougourt, le ministre de la Jeunesse et des Sports a inauguré une piscine semi-olympique (200 places) à la cité El-Moustakbel (chef-lieu de wilaya), où il a appelé les responsables locaux du secteur à assurer le personnel d'encadrement qualifié pour s'occuper de la gestion de cette nouvelle structure, avant de donner le coup d'envoi d'une caravane nationale sur les dangers de la drogue.

## ANNABA

**Ses potentialités économiques aptes à générer des richesses et emplois**

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a affirmé jeudi à Annaba que les potentialités économiques de cette wilaya "ouvrent des perspectives à la création d'importantes opportunités d'emploi et d'activités productives".

**A**u cours de sa visite en compagnie du ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, du siège de l'agence régionale de Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), M. Bentaleb a souligné que la dynamique attendu au niveau des zones industrielles aménagées pour l'accueil des projets économiques devra porter le nombre des employeurs de 1.400 actuellement à près de 5.000 opérateurs de sorte à contribuer à générer

des emplois dans la wilaya.

Le ministre a porté l'accent sur les grands efforts déployés par l'Etat en matière d'emploi et de sécurité sociale par l'insertion professionnelle, l'augmentation des salaires et l'amélioration des revenus des retraités, considérant que "les travailleurs sont aujourd'hui appelés à protéger ces acquis sociaux et professionnels par le travail et l'édification de l'économie nationale".

Dans une déclaration commune des deux ministres de l'Emploi et de l'Industrie, M. Bentaleb a affirmé la nécessité d'exploiter les potentialités économiques de la wilaya d'Annaba pour créer

de l'activité et engager une dynamique génératrice de richesses et d'emplois par des investissements qui servent le développement de la région.

Les deux ministres ont suivi au siège de la CACOBATPH un exposé sur la numérisation des prestations de la CNAS et des dispositifs d'aide à l'emploi.

Ils ont notamment insisté sur l'encouragement des employeurs à utiliser les services électroniques de la Caisse avant de présider la remise de contrats de travail permanents à des bénéficiaires de l'allocation chômage.

## PORT DE MOSTAGANEM

**Près de 100.000 tonnes de marchandises exportées durant le 1er trimestre 2023**

**L**es exportations de marchandises depuis le port de Mostaganem, durant le premier trimestre de cette année, ont atteint près de 100.000 tonnes, a-t-on appris, de la Direction générale de cette entreprise portuaire. La même source a indiqué que les exportations hors hydrocarbures, effectuées depuis le port commercial de Mostaganem ont enregistré, durant la période allant de 1er janvier au 31 mars derniers, une hausse de 30 pc, par rapport à la même période de l'année écoulée.

Durant cette période, 98.000 tonnes de différentes mar-

chandises ont été exportées, notamment des produits alimentaires, agricoles et matériaux de construction, en plus de produits ferreux et chimiques, vers plusieurs destinations, contre 76.000 tonnes durant la même période de l'année 2022, selon un bilan d'activités de l'entreprise portuaire.

La même source a attribué cette hausse des exportations à la multiplication des expéditions, notamment des matériaux de construction (rond à béton), (158 pc), l'hélium (125 pc), le clinker (12 pc), ainsi que l'exportation de nouveaux produits, à l'instar du

sel destiné à l'enlèvement de la neige, le plomb brut et autres. Parallèlement, l'entreprise portuaire a maintenu le même volume d'exportation des produits alimentaires vers l'étranger qu'auparavant, notamment les dattes qui ont atteint, durant les trois premiers mois de l'année, près de 1.600 tonnes, a-t-on souligné.

Ces produits ont été exportés vers plusieurs pays, notamment vers les Etats Unis d'Amérique (USA), Royaume Uni, Irlande, France, Belgique, Grèce, entre autres. Concernant l'activité conteneurs, 1.500 conteneurs ont été expédiés, depuis le début

de l'année, soit une hausse de 115 pc, avec un poids net total estimé à 6.300 tonnes, contre 3.160 tonnes, au cours du premier trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 192 pc.

L'Entreprise portuaire de Mostaganem a enregistré, au total, une croissance de 5 pc de son activité, grâce à la hausse des exportations et à la baisse des importations, qui sont élevées à 145.000 tonnes (moins de 7 pc), principalement le bois, les semences de pomme de terre, les céréales, les matériaux de construction et les produits chimiques, a-t-on relevé de même source.

## LIGNE FERROVIAIRE BOUGHEZOUL-DJELFA-LAGHOUCAT

**Le projet livré à la fin du 1er semestre 2023**

**L**e projet de la ligne ferroviaire Boughezoul-Djelfa-Laghouat sur une distance de 250 km sera livré à la fin du 1er semestre 2023, a fait savoir jeudi à Alger le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh. Le ministre s'exprimait lors d'une plénière du Conseil de la nation, consacrée aux questions orales, présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Mme Basma Azouar.

"Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Boughezoul-Djelfa-Laghouat avancent à un bon rythme, le projet devant être livré, au plus tard, à la fin du 1er semestre 2023 compte tenu de son importance", a précisé M. Rakhroukh dans son intervention. Le projet en question constitue l'un des tronçons de la pénétrante "centre" transsaharienne reliant la capitale au Sud et aux frontières algéro-nigériennes sur une distance

de 2439 km à une grande vitesse allant jusqu'à 220 km/h, a-t-il ajouté.

La ligne traverse les wilayas de Médéa, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, Ménéa, In Salah et Tamanrasset arrivant aux frontières avec l'Etat du Niger, selon les explications fournies par le ministre en réponse à une question du sénateur Mohamed Rebah (FLN). Le projet prévoit également deux lignes, la première à l'est, de Ghardaïa vers Ouargla et Hassi Messaoud en arrivant à Tougourt, et la deuxième à l'ouest, de Ménéa vers Timimoum, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et de Timimoum vers les wilayas de Bechar et Tindouf.

Le projet a été divisé en plusieurs tronçons selon la nature des reliefs de chaque région, dont la ligne Chiffa-Ksar El Boukhari sur une distance de 111 km, dont les travaux ont été achevés, cependant l'opération a été gelée pour insuffisance de l'enveloppe budgétaire préliminaire estimée à 100 milliards de dinars, ce qui exige une

réévaluation estimée à 250 milliards de dinars pour un coût global de 350 milliards de dinars, soit 3,2 milliards de dinars par kilomètre, le plus important coût au niveau du réseau national. Ce coût important s'explique par la nature des reliefs des régions, "parmi les plus difficiles au niveau national", et qui nécessitent la réalisation de grands tunnels et de ponts le long de cette ligne, a détaillé le ministre.

A ce tronçon vient s'ajouter le projet de la ligne reliant Ksar El Boukhari à Boughezoul, sur une longueur de 42 km, et dont les travaux ont été lancés avant d'être gelés par les pouvoirs publics suite à un Ordre de service (ODS) d'arrêt des travaux, le 20 janvier 2016, en raison des difficultés financières qu'a connues le pays durant cette période.

Les conditions pour la réalisation des projets inhérents à la pénétrante transsaharienne seront réunies, notamment après le dégel de l'enveloppe financière des tronçons

concernés, a-t-il dit.

Répondant à une question du sénateur Abdelhak Brahimi (Indépendants), relative au dédoublement de la route N 46 reliant les frontières de Biskra à la commune d'Ech Chaïba, M. Rakhroukh a précisé qu'il sera proposé à nouveau parmi les priorités du projet de loi de finances (PLF) 2024.

Concernant la route nationale reliant l'est à l'ouest de la wilaya d'Ouled Djellal, le ministre a fait état d'une proposition pour inscrire une opération liée à l'étude et à la réalisation du dédoublement de cette route reliant Besbes, Ouled Djellal, Doucen et Ech Chaïba, sur une longueur de 58,5 km, faisant part de l'enregistrement, au niveau central, d'une opération liée à l'étude, d'une enveloppe financière de 9 millions DA. Les procédures légales ont été engagées par la Direction des travaux publics de wilaya pour sélectionner le bureau d'études.

AVANT LA FIN DE L'ÈRE DU PÉTROLE

# L'économie fossile américaine vit ses dernières années

1<sup>ère</sup> partie

*La production pétrolière américaine est sur le point d'atteindre son maximum, mais le monde n'est pas préparé aux conséquences économiques et politiques considérables qui en résulteront. La seule voie possible est celle de la transformation énergétique et économique.*

L'économie mondiale est actuellement au bord de la crise bancaire. Le GIEC vient de publier son dernier grand rapport, qui avertit que les émissions mondiales de carbone doivent atteindre leur maximum et diminuer immédiatement si nous voulons éviter de sombrer dans un dangereux réchauffement climatique en franchissant la limite de sécurité de 1,5°C. Ces dernières semaines et ces derniers mois, les dirigeants de l'industrie ont annoncé que la révolution du pétrole et du gaz de schiste aux États-Unis était terminée.

Pourtant, peu de gens, voire personne, ne s'interrogent sur les raisons pour lesquelles ces événements se produisent en même temps et sur leur signification réelle.

L'un de nos plus sérieux problèmes est que nous avons tendance à penser en cloisonnement et en domaines. Mais dans le monde réel, les domaines que nous supposons fonctionner séparément sont en fait fondamentalement interconnectés. Nous ignorons et minimisons ces interactions systémiques à nos risques et périls.

La persistance de l'inflation mondiale a surpris de nombreux économistes. S'ils reconnaissent que l'impact de la guerre de la Russie en Ukraine sur l'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires a été le principal moteur, cette hypothèse cloisonnée a conduit à ne pas comprendre pourquoi il est peu probable que l'inflation disparaisse tout simplement de sitôt.

Nous avons de bonnes raisons de penser que les facteurs sous-jacents de l'inflation ne se limitent pas à la guerre en Ukraine. Bien qu'ils soient extrêmement difficiles à quantifier, le changement climatique et la dégradation de l'environnement alimentent l'inflation en érodant la productivité agricole, ce qui entraîne une hausse du coût des denrées alimentaires. L'impact des phénomènes météorologiques extrêmes cause également des dommages de plus en plus importants aux infrastructures, ce qui entraîne des coûts plus élevés. À mesure que ces coûts se répercutent sur le système, l'offre de biens et de services devient plus onéreuse.

Moins difficile à quantifier, l'inflation est historiquement liée aux hausses des prix de l'énergie. Il est de plus en plus évident que le monde est en train de vivre un changement majeur dans le système mondial des combustibles fossiles qui entraîne une augmentation des coûts et une diminution des rendements, ce qui finira par avoir un effet inflationniste majeur pendant beaucoup plus longtemps et plus profondément que ce que l'on pense habituellement.

**La fin du boom du pétrole de schiste**  
Depuis la fin de l'année dernière, un nombre croissant de rapports soulignent que la révolution du schiste aux États-Unis touche à sa fin. Pourtant, les conséquences mondiales considérables de ce phénomène ne sont pas débattues. Le Wall Street Journal titrait : « Le boom du schiste américain montre des signes de plafonnement alors que les grands puits de pétrole disparaissent. L'ère de la croissance agressive du schiste américain est révolue », a déclaré au Financial Times Scott Sheffield, PDG de Pioneer, l'une des principales entreprises indépendantes du secteur du schiste. « La filière du

schiste n'est définitivement plus un producteur d'appoint. » Et selon Bloomberg : « Le spectre du pic pétrolier, qui a hanté les marchés mondiaux de l'énergie au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, refait surface. »

Les dirigeants de l'industrie américaine reconnaissent désormais ouvertement que la production pétrolière des États-Unis devrait atteindre son maximum dans les cinq ou six prochaines années, voire en 2030. Mais il est de plus en plus évident que ce pic interviendra bien plus tôt, certains observateurs de l'industrie estimant qu'il se produira d'ici un ou deux ans.

Ce qui est extraordinaire à propos de ces aveux, c'est le peu d'impact qu'ils ont sur le débat public. Les implications sont systémiques. En 2005, par exemple, le groupe de réflexion RAND Corp de Washington prévoyait que les États-Unis disposaient de suffisamment de pétrole de schiste pour durer 400 ans ; et en 2012, un cadre supérieur d'ExxonMobil affirmait que les États-Unis avaient « environ 100 ans d'approvisionnement en gaz naturel. » Ces affirmations grandiloquentes ont souvent été présentées comme des faits irréfutables par certains des médias les plus respectés au monde.

Les détracteurs (comme moi) qui avertissaient que le pétrole et le gaz de schiste n'offriraient au mieux qu'un coup de pouce temporaire qui ne manquerait pas de culminer et de décliner à court terme, avec des conséquences économiques mondiales majeures, ont été traités de « pessimistes ». Aujourd'hui, il s'avère que nous avions raison depuis le début.

## Les erreurs de prévision

Cela ne veut pas dire que les tenants du pic pétrolier avaient vu juste à l'époque. Ils pensaient à tort qu'après le plafonnement du pétrole conventionnel vers 2005, les prix du pétrole grimperaient de façon permanente à trois chiffres, alors que la production mondiale de pétrole entrerait en phase terminale de déclin. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, la demande mondiale s'est déplacée vers les formes plus coûteuses de pétrole et de gaz non conventionnels – en particulier le schiste américain – qui ont comblé une grande partie du manque, à mesure que la production de pétrole conventionnel ralentissait.

Mais comme il s'agissait d'un contexte de récession, la demande mondiale a été beaucoup plus faible que prévu. Les hausses massives des prix du pétrole entre 2005 et 2008 ont contribué à l'effondrement du système bancaire. Mais comme les projets de production pétrolière sont planifiés des années à l'avance en fonction des attentes de la demande, le pétrole a continué à être pompé malgré la baisse de la demande due à la récession économique.

Il en est résulté une surabondance de pétrole et de gaz de schiste sur les marchés mondiaux, ce qui a permis aux prix du pétrole de baisser et a alimenté la croyance généralisée en une nouvelle ère de pétrole bon marché made in America.

Il ne fait aucun doute que le boom du schiste aux États-Unis a connu une période faste, mais sa durée de vie « productive » semble être d'environ deux décennies. Si le pétrole et le gaz de schiste américains sont sur le point d'atteindre leur apogée et de décliner dans les pro-

chaines années, qu'est-ce que cela signifie pour l'économie américaine et mondiale ?

## La prochaine récession économique

Étant donné que la révolution du schiste aux États-Unis a joué un rôle clé dans le maintien des prix mondiaux du pétrole à un niveau bas et dans la satisfaction des besoins énergétiques d'une activité économique continue, son déclin aura des répercussions économiques massives.

La production américaine a représenté environ 70 % de l'augmentation totale de la capacité pétrolière mondiale depuis 2019, et 75 % de la croissance des approvisionnements en gaz liquéfié. Ainsi, lorsque le pétrole et le gaz de schiste américains atteindront des sommets, des plateaux et déclineront, la production mondiale de pétrole et de gaz feront de même très peu de temps après.

Les producteurs de pétrole et de gaz du Golfe ne seront toutefois pas en mesure de combler le déficit. La production pétrolière des États-Unis s'élève actuellement en moyenne à 11 millions de barils par jour (mbj).

Une analyse de 2022 des données de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui comprend les plus grandes producteurs tels que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, suggère que le maximum que l'OPEP pourrait collectivement augmenter est d'environ 4,5 millions de barils par jour, c'est-à-dire moins de la moitié de la production actuelle de schiste aux États-Unis.

On ne sait pas non plus combien de temps l'OPEP peut mobiliser ses capacités de réserve pour maintenir des niveaux de production maximaux. Cela suggère que l'OPEP ne sera pas en mesure de combler de manière significative le déficit d'approvisionnement à mesure que le schiste américain décline, ce qui est un indicateur clair que la production mondiale totale de pétrole finira par commencer à atteindre un pic et à décliner.

En 2017, j'ai évalué ces tendances dans Failing States, Collapsing Systems [États défaillants, systèmes en déliquescence, ouvrage non traduit, NdT]. J'ai prédit que la production américaine de pétrole et de gaz atteindrait probablement un pic et un plateau vers 2025, et que les principaux producteurs du Moyen-Orient atteindraient un pic et un plateau vers les années 2030. Ce scénario semble maintenant se dérouler sous nos yeux. Pourtant, personne n'en parle.

Les conséquences économiques et financières à court terme seront dévastatrices et pourraient entraîner des dommages définitifs à long terme en l'absence d'une action transformatrice significative. L'impact sur l'économie américaine sera profond.

La production de schiste a représenté 10 % de la croissance du PIB aux États-Unis entre 2010 et 2015, ce qui signifie que la prochaine décennie de plafonnement et de déclin du schiste effacera progressivement cette croissance. Cela se traduira par une crise économique inflationniste prolongée qui, à son tour, contribuera à la volatilité des marchés financiers mondiaux. Les experts ne comprendront probablement pas ces liens systémiques, se concentrant plutôt sur les banques en faillite, les institutions financières et la dette, sans en comprendre les déclencheurs énergétiques.

Tout ceci implique que nous entrons en

somnambule dans une crise énergétique mondiale qui, sans accélérer la transformation propre du système énergétique, aura de graves conséquences économiques et financières en sapant la base énergétique fondamentale des flux économiques mondiaux. Cela aggravera les vulnérabilités accumulées dans le système bancaire, liées à des formes d'endettement insoutenables.

Les répercussions et les sauvetages observés dans les cas de la Silicon Valley Bank, du Crédit suisse et d'autres ne sont que les premières fissures qui s'élargiront en l'absence d'une restructuration économique radicale liée au développement rapide d'un nouveau système énergétique.

Alors que ce nouveau système est encore en train d'émerger, il est peut-être inévitable que nous rencontrions un certain nombre de goulets d'étranglement. Le danger est qu'au lieu de les utiliser pour se restructurer et s'adapter efficacement, nous finissons par régresser, avec une perte de capital et d'énergie qui empêche le plein essor de la transformation.

La fenêtre d'action est extrêmement courte : nous devons agir au cours de cette décennie. En cours de route, nous devons être conscients des grandes tendances qui sont susceptibles d'émerger à la suite de la fin du boom du schiste aux États-Unis :

### 1. L'illusion d'un pétrole bon marché disparaît

Bien que les prix puissent encore fluctuer, il devient plus clair que la surabondance de pétrole bon marché de cette dernière décennie n'était pas une constante du système énergétique, mais un symptôme temporaire de circonstances très spécifiques, alors que le système énergétique s'enfonce dans un état d'intrants croissants et de rendements déclinants. L'impact immédiat du pic et du plateau de l'exploitation du schiste américain sera le maintien des prix du pétrole à un niveau élevé.

### 2. Les bénéficiaires à court terme de cette situation seront les producteurs de pétrole et de gaz du Golfe

Ils semblent actuellement être les seuls fournisseurs d'énergie fossile disposant d'une capacité suffisante pour maintenir leur production. Ils commenceront donc non seulement à dominer les parts de marché, mais ils continueront aussi, bien sûr, à tirer des bénéfices plus importants de cette position plus avantageuse sur le marché dans un contexte de prix du pétrole élevé.

### 3. Certains capitaux se déplaceront vers l'OPEP par sécurité, mais il s'agit d'un mirage

Tout comme la dernière décennie a créé l'illusion d'une abondance de combustibles fossiles grâce au boom du schiste aux États-Unis, nous pourrions constater que la capacité à court terme de l'OPEP à augmenter la capacité de secours au fur et à mesure que la production de schiste diminue perpétue cette illusion. Nous pouvons nous attendre à de nombreuses déclarations optimistes de la part des producteurs de pétrole du Golfe, qui justifieront leurs grands projets d'expansion de leur production de pétrole et de gaz. Les capitaux se déplaceront rapidement vers les pays de l'OPEP, considérés comme le dernier espace sûr pour les investisseurs en quête de stabilité et de croissance.

## MAURITANIE

## Nouakchott prend part au Forum Mondial de l'Economie Sociale et Solidaire tenu à Dakar

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, M. Niang Mamoudou, a pris part, jeudi, par visio-conférence au panel des ministres dans le cadre de la journée officielle de lancement du Forum Mondial de l'Economie Sociale et Solidaire, en présence du Président de la République du Sénégal, Monsieur Macky Sall. Cette sixième édition du Forum Mondial de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), organisée pour la première fois en Afrique, à Dakar, au Sénégal, est placée sous le thème : "de la transition des économies informelles à des économies collectives et durables pour nos territoires".

Sous la présidence de Madame Victorine A. Ndeye, Ministre de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire du Sénégal, le panel des ministres a été l'occasion de souligner l'importance de mettre en place une feuille de route pour concrétiser la résolution des Nations-unies sur l'économie sociale et solidaire adoptée le 18 avril dernier, tout en corrigeant les inégalités afin d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Dans son intervention, M. Niang a rappelé l'importance particulière qu'attache le Président de la République, Son Excellence, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, à la question de l'Économie Sociale et Solidaire et l'engagement pris dans son programme électoral de créer une Agence Nationale de financement de l'Économie Sociale et Solidaire.

Pour ce faire, le Gouvernement envisage de mettre en place un organisme en charge de la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire.

Il s'agirait, donc, d'une économie sociale structurée et organisée, qui pourrait permettre de résoudre de nombreux problèmes socio-économiques auxquels fait face notre pays, tels que le chômage, la précarité de l'emploi, la faiblesse de la couverture sociale en milieu rural, mais aussi et surtout, les déséquilibres régionaux.

## TUNISIE

## Le FMI annonce un « accord imminent » sur le décaissement d'une première tranche de prêt

Tunis avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI pour un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars. Mais le décaissement de la première tranche de prêt a été retardé par de faibles progrès dans la mise en œuvre des réformes économiques qui devraient accompagner ce programme.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, mardi 2 mai, qu'il était sur le point de conclure un accord sur le décaissement d'une première tranche de prêt en faveur de la Tunisie, au titre d'un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars ayant fait l'objet d'un accord préliminaire en octobre 2022.

« Nous devons nous assurer que les financements qui accompagneront le programme étaient suffisants. La bonne nouvelle, c'est que nous y sommes presque arrivés », a déclaré le directeur du FMI pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale, Jihad Azour, dans un entretien accordé à Bloomberg. « Nous avons travaillé avec les autorités et les amis de la Tunisie pour mobiliser des garanties de financement supplémentaires, et les autori-

tés ont progressé dans ce que nous appelons les actions préalables. Il reste encore quelques points à finaliser », a-t-il ajouté.

La Tunisie avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars, mais le décaissement de la première tranche de ce prêt a accusé un retard, en raison de la réticence des autorités tunisiennes à s'engager dans des réformes économiques « douloureuses » qui portent notamment sur la levée des subventions aux produits de base, la réduction de la masse salariale dans le secteur public et la privatisation de certaines entreprises publiques.

Le président tunisien, Kaïs Saïed, avait rejeté, le 6 avril, les « diktats » du FMI qui conditionne le décaissement d'un plan d'aide à son pays, à ces ré-

formes économiques.

« En ce qui concerne le FMI, les diktats provenant de l'étranger et qui ne mènent qu'à davantage d'appauvrissement sont inacceptables [...]. Ils [les bailleurs de fonds, Ndlr] nous demandent de les écouter. Je n'écoute que Dieu et la voix du peuple », a-t-il déclaré.

« L'alternative est que nous devons compter sur nous-mêmes. Il faut trouver d'autres idées, car la paix sociale n'est pas un jeu ou quelque chose qui peut être pris à la légère », a ajouté le dirigeant tunisien, rappelant les émeutes meurtrières déclenchées en 1984 dans le pays par l'augmentation du prix du pain.

En avril dernier, le FMI a cependant félicité la Tunisie pour ce qu'il a qualifié de « premiers progrès » dans la mise en œuvre des réformes économiques.

Dans le même temps, Tunis a négocié des financements extérieurs destinés à accompagner le programme d'aide du FMI avec des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, dont l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Ces dernières semaines, plusieurs responsables occidentaux, dont le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell et le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani, avaient mis en garde contre un « effondrement » de la Tunisie, susceptible de « provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région du Moyen-Orient & Afrique du Nord », tout en invitant les autorités tunisiennes à finaliser le programme convenu avec le FMI.

## LIBYE

## Le complexe de Mellitah mis hors de service, pour réhabilitation

Le complexe de Mellitah constitue l'une des infrastructures pétrogazières les plus importantes de la Libye. L'installation est exploitée dans le cadre d'une joint-venture entre la société publique du pétrole (NOC) et la compagnie italienne Eni.

En Libye, la compagnie publique du pétrole (NOC) a annoncé lundi 1er mai, la suspension des activités du complexe de Mellitah. Il s'agit d'une installation pétrogazière de 355 hectares située près de la ville de Mellitah, sur la côte.

Dans un communiqué, la société d'État a expliqué les raisons de ce choix. « Après plusieurs retards dus à diverses raisons et circonstances, et sur instruction directe du président de la NOC, Farhat Bengdara, l'arrêt total des opérations au complexe industriel de Mellitah va commencer à des fins de rénovation », a notamment

déclaré la NOC. Le délai d'exécution des travaux projetés n'a pas filtré. La compagnie a néanmoins précisé que ceux-ci devraient commencer à partir du 1er mai et concerner, entre autres, les champs de Bahr Es Salam et Waha, deux périmètres pétrogazières exploités dans le cadre d'une coentreprise avec Eni.

Compte tenu de l'importance de l'infrastructure pour la couverture des besoins énergétiques notamment gaziers du pays, la NOC indique avoir pris « toutes les dispositions nécessaires pour compenser la pénurie de gaz pendant la période d'arrêt ».

Le complexe de Mellitah est capable de fournir quelque 695 millions de pieds cubes de gaz par jour pour environ 31 000 b/j d'huile et 450 tonnes de soufre solide. Ceci, via une raffinerie, une usine de liquéfaction de gaz naturel (GNL) et des installations de stockage et de chargement pour le pétrole brut et le GNL.

## MAROC

## Equatorial Coca-Cola Bottling Company va obtenir 64 millions € pour réduire son impact environnemental

L'entreprise qui distribue des boissons Coca-Cola à plus de 160 millions de consommateurs dans 13 pays d'Afrique recevra un prêt de plusieurs institutions financières pour financer de nouveaux projets de développement sur le continent.

Equatorial Coca-Cola Bottling Company (ECCBC), l'embouteilleur officiel de Coca-Cola dans 13 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, est sur le point d'obtenir un financement de 64 millions d'euros pour financer de nouveaux investissements.

Sur cette enveloppe globale de 64 millions d'euros, la Société financière internationale (SFI) fournira sur son compte propre, un prêt de 52 millions d'euros. Le financement res-

tant, soit 12 millions d'euros, sera apporté par le programme mixte de financement climatique Canada-SFI, à hauteur de 8,5 millions d'euros et par le programme Alafaq Aljadida pour le développement du secteur privé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, pour un montant de 3,5 millions d'euros.

« En travaillant avec Equatorial Coca-Cola Bottling Company, nous voulons influencer les pratiques dans le secteur des boissons dans toute l'Afrique. Le projet vise à réduire l'empreinte de l'entreprise sur l'eau et l'énergie grâce à des améliorations technologiques, des solutions solaires et des programmes pilotes de recyclage », a déclaré Henrik Elschner Pedersen, directeur régional de la SFI pour l'indus-

trie manufacturière, l'agro-industrie et les services en Afrique.

Avant d'approuver ce financement de 64 millions d'euros, la SFI a d'abord évalué l'opportunité et la faisabilité de cet investissement. Les membres de son conseil d'administration ont examiné en juin 2022 une proposition d'investissement d'un montant global de 70 millions d'euros au sein d'Equatorial Coca-Cola Bottling Company. Le projet de financement a finalement été approuvé 11 mois plus tard. Equatorial Coca-Cola Bottling Company qui est basée au Maroc utilisera ce financement pour moderniser ses lignes de production, mettre en place un programme de recyclage des emballages en plastique et remplacer des refroidisseurs

pour réaliser des économies d'énergie.

L'entreprise qui dispose actuellement de 44 lignes de production et de sept usines d'embouteillage en Afrique prévoit de développer des initiatives visant à réduire l'empreinte hydrique et énergétique de l'entreprise dans les régions soumises à un stress hydrique comme l'Afrique du Nord. Elle remplacera également des lignes de production pour réaliser des économies d'énergie et d'eau, réduire l'utilisation de matières premières et installer des panneaux solaires, entre autres. En plus de l'investissement, la SFI fournira des services de conseil pour aider la société à mettre en œuvre des mesures de durabilité.

## KENYA

## La croissance économique chute à 4,8% en 2022

Alors que la première économie d'Afrique de l'Est est confrontée à sa pire sécheresse depuis quarante ans, les mauvaises performances du secteur de l'agriculture ont continué à tirer la croissance vers le bas.

Le rythme de croissance de l'économie kényane a chuté à 4,8 % en 2022 contre 7,6 % en 2021, en raison notamment d'une sécheresse inédite depuis quarante ans, qui a fait plonger la production agricole, selon des données publiées, mercredi 3 mai, par l'Office national de la statistique (KNBS). Le taux de croissance réalisé l'an passé est inférieur à l'estimation de 5,5 % du gouvernement et à la prévision de 5,4 % du Fonds monétaire international (FMI). L'Office de la statistique a précisé que le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche s'est contracté de 1,6 % en 2022.

« Cela est attribuable aux conditions de sécheresse qui ont caractérisé l'année écoulée », a-t-il indiqué, tout en soulignant les bonnes performances des secteurs de la finance, du transport & logistique et des technologies de l'information et de la communication. Durant le quatrième trimestre 2022, la croissance s'est établie à 3,8% seulement contre un taux révisé de 4,3% au trimestre précédent, ce qui représente le rythme de croissance le plus faible sur les sept derniers trimestres. Le ralentissement enregistré au dernier trimestre de l'année écoulée s'explique essen-

tiellement par une contraction de 0,9% du secteur agricole, qui représente environ 20% du PIB du pays et emploie plus de 70% de la population rurale. Entre le 1er octobre et le 31 décembre 2022, l'industrie manufacturière a progressé de 1,8% contre 6,2% durant le même trimestre de l'année 2021, tandis que le commerce de gros et de détail a enregistré une croissance de 2,7%, contre 6,7%. Pour 2023, la Banque centrale kényane table sur une croissance économique de 5,8% alors que le FMI prévoit une hausse de 5,3% du PIB du pays

## ETHIOPIE

## L'Etat va accorder entre trois et cinq licences bancaires à des investisseurs étrangers

Promesse début 2022 par le Premier ministre Abiy Ahmed, l'ouverture du secteur bancaire éthiopien à la concurrence étrangère est très attendue par de nombreuses banques africaines, dont la sud-africaine Standard Bank et la kényane KBC Group. L'Ethiopie accordera entre trois et cinq licences bancaires à des investisseurs étrangers au cours des cinq prochaines années, dans le cadre d'un programme d'ouverture du secteur des services financiers à la concurrence étrangère, a annoncé la Banque centrale, mercredi 3 mai. « Nous accorderons trois à cinq licences d'ici cinq ans », a déclaré à la presse le vice-gouverneur de la Banque centrale éthiopienne, Solomon Desta. « Les investisseurs étrangers disposent de différentes options pour entrer dans le secteur, notamment la formation de coentreprises avec des acteurs nationaux ou la création de filiales locales », a-t-il ajouté. Outre l'octroi de licences bancaires, les banques étrangères seront autorisées à acquérir des participations allant jusqu'à 30% du capital des banques éthiopiennes,

selon un document officiel relatif à la nouvelle politique de libéralisation du secteur bancaire éthiopien adopté par le Conseil des ministres en septembre 2022. Avec une participation supplémentaire de 5 % autorisée pour les particuliers étrangers et une participation supplémentaire similaire autorisée pour les entités étrangères autres que les banques, la participation maximale que les banques locales peuvent céder aux investisseurs étrangers est plafonnée à 40 %, selon ce même document. La libéralisation du secteur bancaire éthiopien ne sera cependant effective qu'après l'adoption par le Parlement de la « Banking Business Proclamation », la nouvelle loi relative au fonctionnement du secteur, qui devrait intervenir d'ici fin 2023. Pour rappel, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, avait annoncé, en février 2022, que son pays allait autoriser des investisseurs étrangers à acquérir des parts dans des banques locales. « Le gouvernement prépare actuellement [...] un amendement à la politique bancaire qui permet aux investisseurs étrangers de prendre

des parts dans les banques. Une fois que les conditions préalables seront remplies et que les banques seront préparées, nous l'appliquerons », avait-il déclaré. L'ouverture du secteur bancaire éthiopien à la concurrence étrangère est attendue depuis plusieurs années par de nombreuses banques africaines, dont Standard Bank (Afrique du Sud), Commercial International Bank (Egypte) (CIB) et Kenya Commercial Bank (KBC), qui ont déjà ouvert des bureaux de représentation en Ethiopie, en attendant l'entrée en vigueur de la politique de libéralisation du secteur. Avec une population d'environ 114 millions d'habitants, ce pays de la Corne de l'Afrique compte 29 banques commerciales, mais le marché est dominé par la banque publique Commercial Bank of Ethiopia, qui revendique 16 millions de clients et détient des actifs d'une valeur totale de 948,1 milliards de birrs (environ 17,7 milliards de dollars).

## LA PRODUCTION DE CAFÉ

## Elle a bondi cette année au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée, mais elle a chuté au Cameroun

Au cours de l'année caféière écoulée, la production des pays africains a baissé à un rythme moins important que celui enregistré à l'échelle mondiale. Durant la prochaine campagne, la production du continent devrait augmenter de 1,4%, grâce notamment à la « renaissance » de la filière dans certains pays comme le Togo et l'Angola. L'Afrique a légèrement augmenté sa part dans la production mondiale de café durant la campagne 2021/2022, grâce notamment à une baisse de sa production moins importante que celles enregistrées dans d'autres régions du monde, a souligné l'Organisation internationale du café (OIC) dans son rapport « Coffee report and outlook » publié le 17 avril dernier. Le rapport précise que le continent a produit 19,13 millions de sacs de 60 kg durant la campagne caféière écoulée contre 19,28 millions de sacs au cours de la campagne précédente, ce qui représente une baisse de 0,8% d'une année à l'autre. L'Afrique a ainsi porté sa part dans la production mondiale à 11,4% durant l'année caféière 2021/2022 contre 11,3% au cours de l'année précédente. Avec une part de 46,1%, l'Amérique du Sud reste la

plus grande région productrice de café à l'échelle planétaire, devant l'Asie & Pacifique (30,9%), l'Amérique du Sud, et les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Mexique (11,7%) et l'Afrique (11,4%). A l'échelle mondiale, la production du grain noir a enregistré un recul de 1,4%, pour s'établir à 168,48 millions de sacs, en raison notamment du rythme de production biennal de la rubiacée et des conditions météorologiques défavorables dans certaines régions clés comme l'Amérique du Sud et les Caraïbes, Amérique centrale & Mexique.

### L'Arabica en baisse, le Robusta en hausse

La quasi-stabilité de la production de café en Afrique cache de fortes disparités entre les pays producteurs. Les volumes récoltés ont par exemple bondi de 55,9% au Togo, de 41,9% en Côte d'Ivoire et de 35,8% en Guinée. Ils ont cependant chuté de 34,3% au Cameroun, de 12,5% à Madagascar et de 10% en Ouganda. Le rapport souligne également que les deux principales variétés de café ont connu des trajectoires différentes durant la dernière campagne. La production d'Arabica a diminué de 7,2% au cours de l'année caféière

2021/22, à 94,3 millions de sacs. Il s'agit de la plus forte baisse de la production de cette variété depuis 19 ans. Les plus fortes hausses de la production d'Arabica ont été enregistrées au Timor oriental, en Angola, en Equateur, au Zimbabwe et au Yémen. Durant la campagne 2021/2022, la production de Robusta a en revanche augmenté de 7,1%, à 74,2 millions de sacs, grâce notamment à la hausse de la production en Asie et en Océanie. Les plus fortes augmentations de production de Robusta ont été répertoriées au Timor oriental, au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée. Pour la campagne 2022/2023, l'OIC prévoit une hausse de 1,7% de la production mondiale de café, à 171,26 millions de sacs. La production devrait augmenter de 1,4% en Afrique, de 6,2% en Amérique du Sud et de 0,4% dans la région Caraïbes, Amérique centrale & Mexique. Elle devrait toutefois chuter de 4,6% dans la région Asie & Pacifique.

### Hausse de la consommation en Afrique

Le rapport révèle d'autre part que la consommation mondiale de café a augmenté de 4,2 % au cours de l'an-

née caféière 2021/2022 pour atteindre 175,6 millions de sacs de 60 kg, grâce à la levée des restrictions sanitaires et au rebond de la croissance économique. En Afrique, la consommation a enregistré une hausse de 2,6% durant l'année caféière écoulée, à 12,87 millions de sacs. La Côte d'Ivoire est le pays africain qui a enregistré la plus forte progression de la consommation en glissement annuel (+50 %). Ce pays d'Afrique de l'Ouest est suivi par le Cameroun (25,5 %), le Maroc (14,7 %), l'Afrique du Sud (12,8 %), le Nigeria (9,8 %) et l'Egypte (9,5%). Les plus grands consommateurs de café sur le continent sont, dans l'ordre, l'Ethiopie, l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Ces six pays représentent ensemble près de 75 % du volume total consommé sur le continent africain. L'OIC s'attend par ailleurs à ce que la consommation de café augmente de 1,7% à l'échelle planétaire durant l'année caféière 2022/2023. En Afrique, la consommation devrait augmenter de 4,1%, à 13,4 millions de sacs de 60 kg.

## ZAMBIE

## Le gouvernement prévoit un ralentissement de la croissance économique en 2023, à 4,2%

La Zambie peine à signer un accord avec ses créanciers sur la restructuration de sa dette extérieure. Ce processus, qui traîne en longueur depuis plus de deux ans, a provoqué une baisse des investissements et une hausse de l'inflation.

L'économie zambienne devrait croître de 4,2% en 2023 contre un taux de 4,7% en 2022, a estimé le secrétaire au Trésor, Felix Nkulukusa (photo, à gauche), mardi 2 mai, indiquant que ce pays d'Afrique australe fait face à une hausse de l'inflation.

M. Nkulukusa a également fait savoir, dans un communiqué, que la croissance économique devrait remonter en 2024 et en 2025, à 4,8% et 4,7% respectivement.

La Zambie, qui a fait défaut sur le remboursement de deux eurobonds fin 2020, s'efforce depuis plus de deux ans à signer un accord avec ses créanciers sur la restructuration de sa dette extérieure. Selon Lusaka, les retards qu'accuse ce processus d'allègement de la dette, sur fond de désaccords entre les pays occidentaux et la Chine, ont privé le pays du décaissement d'un programme d'aide de 1,3 milliard de dollars obtenu auprès du Fonds monétaire international (FMI). Ils ont également provoqué une montée de l'inflation et une baisse des investissements locaux et étrangers.

## PÉNALISÉE PAR LES GRÈVES

**La production industrielle a chuté en mars**

Alors qu'elle avait connu un rebond en février, la production industrielle française est repartie à la baisse en mars (-1,1%) en particulier dans certains secteurs comme la pharmacie, l'agroalimentaire, l'énergie, mais aussi le raffinage, largement perturbé par les grèves contre la réforme des retraites. Du côté de la consommation, elle est également en baisse du fait de l'inflation des prix alimentaires et pèse ainsi sur la croissance du pays.

Les différents mouvements de grève qui ont touché la France ces derniers mois contre la réforme des retraites ont pesé sur l'économie du pays. En témoignent les résultats de sa production industrielle qui a baissé de 1,1% en mars, selon l'Insee. Elle avait pourtant connu un rebond en février qui a, d'ailleurs, été revu à la hausse par l'institut de statistiques passant de 1,2%, comme estimé initialement, à 1,4%. Sur un an, la production industrielle est en baisse de 0,5% au premier trimestre.

La production de l'industrie manufacturière, une partie de l'indicateur industriel total, est, elle, en hausse de 0,5% sur un an, mais en baisse de 1,1% sur un mois après une hausse en février. Elle est globalement stable depuis fin 2020, après le lourd plongeon lié à la pandémie de Covid-19.

Ce déclin s'explique par un recul de production enregistré dans

plusieurs secteurs dont la pharmacie (-8,4% en mars, -7% au premier trimestre sur un an), l'agro-alimentaire (-0,2% en mars contre +1,5% en février), l'énergie (-1,2% en mars), la construction (-0,9%), le BTP mais aussi le raffinage. L'activité de cokéfaction et de raffinage, qui ne représente qu'une petite partie de l'industrie française, a chuté de 46% sur un mois « en raison des mouvements de grève », a ainsi expliqué l'Institut national de la Statistique dans un communiqué. Le secteur de l'énergie s'est, en effet, largement mobilisé contre la réforme du gouvernement, promulguée le 15 avril dernier, notamment en bloquant les exportations de carburant.

En revanche, la production automobile a légèrement progressé (+0,9%), se remettant doucement d'une année 2022 difficile, marquée par des problèmes d'approvisionnement sur les semi-conducteurs. La pandémie de COVID avait entraîné une

fermeture de plusieurs usines en Chine et la guerre en Ukraine a, de son côté, conduit à des soucis de logistique. De manière générale, la fabrication de matériels de transports, qui avait tiré l'indice en février, est restée stable (+0,2%) en mars, avec une baisse de 0,4% pour les « autres matériels de transport » qui comprennent notamment les avions. La métallurgie et le textile sont eux aussi en progression.

« Dans le contexte de renchérissement de l'électricité et du gaz, les branches intensives en énergie sont particulièrement exposées à la hausse de leurs coûts de production, susceptible de peser sur leur production », note l'Insee, citant la sidérurgie (-23% sur un an au premier trimestre) et la fabrication de pâte à papier, papier et carton (-26%).

Cette baisse de la production en mars n'a pas, pour autant, pénalisé l'économie française qui continue de résister et même de croître légèrement en ce début d'année 2023, après avoir connu

une hausse de 2,6% du PIB sur l'ensemble de 2022. Les trois premiers mois de cette année ont même été marqués par une hausse de 0,2%.

Et c'est une progression de la même ampleur que devrait connaître le produit intérieur brut (PIB) au second semestre, a indiqué ce vendredi l'Insee, confirmant sa précédente estimation. L'acquis de croissance pour 2023 s'élèverait quant à lui à 0,5% à l'issue du deuxième trimestre, estime encore l'Insee. En d'autres termes, même si la croissance était nulle au deuxième semestre, la France enregistrerait tout de même une augmentation d'un demi-point de pourcentage de son PIB en 2023. Un chiffre similaire à ce qu'estime la Banque de France (0,6%) et le Fonds monétaire international (0,7%). Le gouvernement se montre, lui, plus ambitieux avec une prévision de croissance de 1% du PIB cette année.

## ÉLECTRICITÉ

**L'Allemagne débat d'un plafond des prix pour l'industrie jusqu'en 2030**

Berlin envisage de bloquer jusqu'en 2030 les prix de l'électricité pour les industries les plus énergivores frappées par la hausse des coûts, en subventionnant leurs dépenses, selon un projet dévoilé vendredi mais qui est loin de faire l'unanimité. Ce bouclier tarifaire doit bloquer « à 6 centimes par kWh » près de « 80% de l'électricité » des entreprises « des plus intensives en énergie, évoluant à l'international », selon un document de travail du ministère de l'Économie et du Climat.

Ce dispositif vise à « préserver la compétitivité » de secteurs cruciaux pour la première économie européenne, comme la chimie, le papier, le verre, l'acier, menacés de délocalisation en raison de la hausse des prix de l'énergie, selon le ministère. « Les prix de l'électricité baisseront dans les prochaines années le double ou le triple de leur niveau d'avant la guerre en Ukraine », a justifié le ministre écologiste de l'Économie Robert Habeck face à la presse.

L'Allemagne est d'autant plus touchée par la hausse des prix de l'énergie dans le sillage de la guerre en Ukraine qu'une partie de son modèle économique reposait sur des livraisons de gaz russe bon marché qui ont pris fin avec le conflit. Le gouvernement d'Olaf Scholz a mis en place l'an dernier un bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie pour les particuliers et les entreprises censé s'appliquer jusqu'à mi 2024.

Ce « bazooka » énergétique de 200 milliards d'euros lui avait valu des critiques de certains partenaires européens déplorant une concurrence déloyale. Le nouveau dispositif doit offrir aux secteurs industriels les plus menacés une période de stabilité au moment où la transition énergétique exige d'eux des investissements massifs pour décarboner leur activité, a défendu Robert Habeck. Son projet fait déjà l'objet de critiques au sein même du gouvernement.

Le ministre libéral des Finances Christian Lindner a estimé cette semaine que l'idée n'était « pas intelligente » et s'est inquiété de « subventions très onéreuses ». « L'économie ne devait pas se reposer dans la durée sur des subventions », a de son côté déclaré le chancelier Olaf Scholz, social-démocrate. L'ensemble du dispositif devrait coûter entre « 25 et 30 milliards d'euros », selon les calculs du ministère de l'Économie, qui propose de piocher dans le fonds de 200 milliards d'euros débloqué l'an dernier. L'actuel bouclier tarifaire bloque à 13 centimes les prix de l'électricité pour les entreprises, soit deux fois plus que le projet envisagé par le ministère. Le prix de l'électricité pour les clients non résidentiels s'est établi en moyenne à 18 centimes par kWh sans taxe au second semestre 2022, contre moins de 10 centimes avant 2021, selon l'agence de statistique Destatis.

## PRÉSIDENT DU MEDEF

**Trois candidats sur quatre ont obtenu les parrainages**

Trois candidats sur quatre ont finalement obtenu leurs parrainages dans la course à la succession de Geoffroy Roux de Bézieux. Au total, ils devaient recenser 150 parrainages. Pour rappel, les candidats à la tête du Medef sont Patrick Martin, Dominique Carlac'h, et Pierre Brajeux. L'entrepreneur Guillaume Cairou n'a pas obtenu les parrainages suffisants.

Qui succédera à Geoffroy Roux de Bézieux ? Trois des quatre prétendants à la présidence du Medef ont obtenu les 150 parrainages requis pour postuler à la succession de Geoffroy Roux de Bézieux, a indiqué à l'AFP la candidate Dominique Carlac'h, confirmant des informations de BFM Business.

« On sera trois en finale », a assuré la vice-présidente de l'organisation, qui revendique 345 parrainages, une cinquantaine de moins que l'actuel N.2 du Medef Patrick Martin et

environ 200 de plus que le président délégué de la Fédération française de la sécurité Pierre Brajeux, selon les informations dont elle dispose.

La prochaine étape importante du processus de sélection est prévue mardi prochain. Le Comité statutaire et d'éthique du Medef se prononcera sur la validité des candidatures. Le vote final, qui désignera le patron du Medef pour les cinq années à venir, est prévu le 6 juillet.

Au départ, ils étaient quatre candidats déclarés : le numéro deux de la première organisation patronale Patrick Martin, la vice-présidente et porte-parole du Medef Dominique Carlac'h, l'entrepreneur francilien Guillaume Cairou (finalement hors course avec 80 parrainages) et le président délégué de la Fédération française de la sécurité Pierre Brajeux.

Le 21 avril dernier, trois des quatre candi-

dats à la présidence du Medef et un représentant du quatrième, le favori, ont défendu publiquement leur vision de l'avenir du Medef. Pour ce deuxième débat public, après une première apparition conjointe la veille au Medef Occitanie, seuls trois des quatre candidats à la succession de Geoffroy Roux de Bézieux étaient présents : Guillaume Cairou, Dominique Carlac'h et Pierre Brajeux.

L'actuel numéro deux du Medef, Patrick Martin était représenté par Samuel Tual, président du Medef Pays de la Loire. Une absence remarquée quand d'autres candidats dénoncent une « élection verrouillée ». Patrick Martin, 63 ans, consacre quatre jours par semaine au Medef. Toutefois, il réserve le vendredi à son entreprise, a avancé son représentant.

## ÉTATS-UNIS

**Le chômage baisse à 3,4%, mauvaise nouvelle pour l'inflation**

Le mois dernier, 253.000 emplois ont été créés, contre 165.000 en mars.

Le marché de l'emploi aux États-Unis a rebondi de manière inattendue en avril, avec des créations d'emplois en hausse et un taux de chômage en baisse, bien loin du ralentissement attendu dans la lutte contre la forte inflation. En avril, ce sont ainsi 253.000 emplois qui ont été créés, a annoncé vendredi le département du Travail, contre 165.000 en mars – un chiffre révisé en forte baisse.

L'emploi reste en hausse dans les services aux entreprises, les soins de santé, les loisirs et l'hôtellerie, ainsi que dans l'aide sociale, détaille le communiqué du département du Travail. Quant au taux de chômage, il baisse encore, et tombe à 3,4% (-0,1 point), comme en janvier, son plus bas niveau depuis 1969. Les analystes tablaient sur 180.000 créations d'emplois et un taux de chômage à 3,6%, selon plusieurs consensus.

Une baisse des créations d'emplois et une hausse du taux du chômage sont pourtant attendues pour parvenir à juguler l'inflation.

Celle-ci, toujours très forte, avait été alimentée, entre autres, par l'importante croissance des salaires liée au manque de main-d'œuvre. Les salaires ont ainsi continué de grimper en avril, mais un peu moins vite. La hausse du salaire horaire moyen est de 4,4% sur un an, à 33,36 dollars, contre 4,6% le mois dernier.

SÉDUITE PAR LES CHIFFRES DE  
L'EMPLOI AMÉRICAINWall Street termine en  
nette hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, les résultats d'Apple ayant été salués, et alors que le rapport publié par le département du Travail a souligné la résilience du marché de l'emploi.

L'indice Dow Jones a gagné 1,65%, ou 546,64 points, à 33 674,38 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 75,03 points, soit 1,85%, à 4.136,25 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 269,02 points (2,25%) à 12 235,41 points.

Les résultats d'Apple ont réjoui les investisseurs, inquiets d'une possible récession, et influencé positivement les trois indices principaux de Wall Street.

Le rapport mensuel du département du Travail a montré que l'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en avril et que la hausse des salaires s'est accélérée, ce qui pourrait inciter la Réserve fédérale à maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

"Ce que nous avons vu aujourd'hui (avec le rapport sur l'emploi) suggère que l'économie se porte mieux qu'attendu", a déclaré Kristina Hooper, stratège en chef des marchés mondiaux chez Invesco.

Les investisseurs craignent que les hausses de taux ne fassent basculer l'économie en récession. Les banques régionales ont également réduit leurs pertes après les récents déboires causés par l'effondrement de la First Republic Bank. Les valeurs technologiques ont profité des bons résultats d'Apple. Les onze indices sectoriels du S&P 500 étaient tous en hausse.

Les Bourses  
chinoises indécises  
à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert vendredi 5 mai sans direction claire, au lendemain d'une séance dans le rouge à Wall Street fragilisée par une crise du secteur bancaire aux États-Unis.

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng prenait 0,56% à 20.061,00 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai était à l'équilibre à 3.350,65 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,14% à 2.051,57 points.

## POINT-MARCHÉS

L'Europe finit la semaine dans le vert, optimisme  
après l'emploi américain

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, la résilience du marché du travail américain alimentant l'optimisme sur les perspectives économiques bien qu'elle ait tempéré les attentes de réduction des taux de la part de la Réserve fédérale.

**A** Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 1,26% à 7.432,93 points. Le Footsie britannique a pris 0,98% et le Dax allemand 1,44%.

L'indice EuroStoxx 50 a pour sa part gagné 1,23%, le FTSEurofirst 300 1,02% et le Stoxx 600 1,07%.

Sur la semaine, le Stoxx 600 a perdu 0,30% et le CAC 40 0,78%, les deux indices enregistrant leur deuxième perte hebdomadaire d'affilée.

Alors que les inquiétudes concernant la santé du secteur bancaire américain persistent, le dernier rapport sur l'emploi américain publié vendredi a montré une augmentation plus importante que prévu de la création d'emplois en avril, contribuant à soulager les marchés à la fin d'une semaine marquée par des hausses de taux d'intérêt de la Fed et de la Banque centrale européenne (BCE).

Très suivi par les investisseurs, le rapport a fait état de 253.000 créations d'emplois non agricoles le mois dernier alors que les économistes et analystes interrogés par Reuters en prévoyaient en moyenne 180.000.

"Dans le passé, nous avons vu un rapport sur l'emploi très positif faire baisser le marché, mais aujourd'hui le marché maintient ses gains, pensant que le verre est à moitié plein, qu'un atterrissage en douceur est possible et qu'une récession n'est pas aussi imminente", a dit Gina Bolvin, présidente du Bolvin Wealth Management Group.

Ces chiffres, tout en tempérant les attentes selon lesquelles la banque centrale américaine mettra fin à son cycle de resserrement monétaire, soulagent quelque peu les marchés au cours d'une semaine où les craintes concernant la santé des banques régionales américaines ont refait surface.

## VALEURS

Les banques ont fini vendredi sur un gain de

2,9%, le plus fort du Stoxx 600, avec notamment Unicredit prenant 4,8% et BNP Paribas 3,4%

LAG, propriétaire de British Airways, a gagné 2,3%, la compagnie aérienne prévoyant un bénéfice au-dessus de ses attentes cette année grâce à un important rebond de la demande. Air France-KLM, qui a publié une perte d'exploitation légèrement supérieure aux attentes, a par contre abandonné 2,6%

Adidas a pour sa part bondi de 8,9%, après la publication de résultats trimestriels meilleurs que prévu.

Telecom Italia s'est octroyé 8% alors que, selon des sources, le Trésor italien est prêt à soutenir une proposition d'achat du réseau fixe de l'opérateur par KKR et de la Caisse des dépôts italienne (CDP).

## A WALL STREET

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 1,19%, le Standard & Poor's 500 1,43% et le Nasdaq Composite 1,73%, avec le géant Apple progressant de 4,9% après avoir publié jeudi des résultats trimestriels au-dessus des attentes.

La banque régionale américaine PacWest, qui a décroché de plus de 50% jeudi, prend 78%.

## LES INDICATEURS DU JOUR

La production industrielle de la France a reculé en mars, selon les données publiées vendredi par l'Insee, avec un repli important dans la cokéfaction-raffinage en raison des mouvements de grève qui ont touché les raffineries. En Allemagne, les commandes à l'industrie ont enregistré une contraction nettement plus marquée que prévu en mars, la plus forte sur un mois depuis 2020, au plus fort de la pandémie de COVID-19, selon l'Office fédérale de la statistique.

Les ventes au détail dans les 20 pays partageant l'euro ont par ailleurs baissé plus que prévu sur un mois en mars, selon les données

d'Eurostat, l'inflation et la hausse des taux d'intérêt ayant fortement entamé les revenus disponibles et limité le pouvoir d'achat.

## CHANGES

L'indice dollar, qui mesure son évolution face à un panier de devises de référence, baisse de 0,1 après le rapport officiel sur l'emploi aux États-Unis.

L'euro progresse de 0,1% à 1,1024 dollar.

## TAUX

Les rendements obligataires ont progressé après les données plus solides que prévu sur les créations d'emploi aux États-Unis, ce qui a tempéré les attentes en matière de réduction des taux de la part de la Réserve fédérale.

En Europe, le rendement du Bund allemand à dix ans a progressé de 9 points de base à 2,2% tandis que son équivalent à deux ans a pris plus de 8 points de base à 2,6%.

Aux États-Unis, le rendement des emprunts d'État américains à dix ans avance de plus de 10 points de base à 3,4% après être tombé jeudi sous 3,3%, pour la première fois en un mois, avec les craintes sur les banques. Son équivalent à deux ans avance de 20 points de base à 3,9%

## PÉTROLE

Les cours du pétrole sont en hausse mais devraient subir une troisième semaine consécutive de pertes en réaction aux inquiétudes sur l'affaiblissement de l'économie américaine et de la demande chinoise.

Le Brent, en baisse d'environ 5% sur la semaine, prend 3,35% à 74,93 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progresse de 3,56% à 70,99 dollars mais affiche un recul hebdomadaire de 7%.

## APRÈS LE BOND DU MARCHÉ DE L'EMPLOI AMÉRICAIN

## La Bourse de Paris se redresse

**L**a Bourse de Paris a rebondi sensiblement vendredi, réduisant ses pertes de la semaine, soutenue par un rapport de l'emploi américain plus vigoureux que prévu qui reflète la résistance de la première économie mondiale.

L'indice vedette CAC 40 a repris 1,26% à 7.432,93 points. Jeudi, la cote parisienne avait cédé 0,85%, au plus bas depuis près d'un mois. Sur la semaine, son bilan reste négatif (-0,78%).

Événement du jour, le marché de l'emploi aux États-Unis a rebondi de manière inattendue en avril, avec des créations d'emplois en hausse et un taux de chômage en baisse, bien loin du ralentissement attendu dans la lutte contre la forte inflation.

Patrice Gautry, chef économiste à l'Union Bancaire Privée, pointe une "assymétrie de vue" après la publication des chiffres "forts" de l'emploi américain qui, d'un côté "éloignent le spectre de récession imminente" mais de l'autre, constituent "une mauvaise nouvelle pour le marché obli-

gataire". Le taux d'intérêt de la France pour l'emprunt à 10 ans est ainsi monté à 2,87%, contre 2,78% jeudi à la clôture. Si l'inflation reste plus marquée, la Réserve fédérale américaine (Fed), qui a relevé comme attendu jeudi de 0,25 point de pourcentage ses taux directeurs, sans donner d'indication claire sur les prochains mouvements, pourrait être incitée à ne pas interrompre son cycle de hausse de taux.

La Fed a prévenu que ses prochaines décisions de politique monétaire dépendraient de l'évolution des indicateurs macroéconomiques.

Le dynamisme des salaires lié au manque de main d'oeuvre fait craindre une boucle prix-salaires: les rémunérations ont poursuivi leur ascension en avril avec une hausse du salaire horaire moyen de 4,4% sur un an aux États-Unis.

Dans ce contexte, tous les yeux seront rivés mercredi sur les chiffres de l'inflation américaine.

"Pour obtenir un ralentissement durable de l'inflation, il faut un ralentissement dans les

services", précise M. Gautry, ajoutant que les coûts des loyers seront également scrutés à la loupe.

"L'idée de pause dans les hausses de taux pourrait être remise en cause par des statistiques qui restent fortes", souligne l'expert, alors qu'un autre rapport sur l'emploi sera publié avant la prochaine réunion de la Fed mi-juin.

## Air France-KLM déçoit

La compagnie franco-néerlandaise Air France-KLM a réduit sa perte de plus d'un tiers au premier trimestre, période traditionnellement la plus faible de l'année et s'attend à un été "bien rempli" à la faveur de fortes réservations.

Son action a fléchi de 2,61% à 1,46 euro. Les analystes d'Oddo BHF déplorent dans une note que les perspectives annuelles n'aient pas été révisées et soulignent que la perte nette est légèrement supérieure à ce que prévoyait le consensus d'analystes.

Le chiffre d'affaires du groupe de défense et de technologies Thales (-0,29% à 136,35 euros) a connu une croissance soute-

nue au premier trimestre, bénéficiant du rebond des activités de service dans l'aéronautique civile à la faveur de la reprise du trafic aérien. Spectaculaire rebond (+157,83% à 4,28 euros) de l'action de la biotech spécialisée en oncologie Nanobiotix. La société, qui a mis au point une formule à base de nanoparticules à injecter aux patients traités dans le cadre d'une radiothérapie, a indiqué être en "négociation contractuelle finale" avec un "acteur majeur mondial de l'industrie pharmaceutique" pour soutenir le développement et la commercialisation du NBTXR3 dans le cancer de la tête et du cou. L'action reste encore loin de son niveau de plus de 17 euros en 2019. Le groupe pharmaceutique franco-autrichien Valneva, qui avait été largement récompensé jeudi en Bourse après avoir fait état de bonnes performances début 2023, a poursuivi sur sa lancée en engrangeant 13,02% à 5,92 euros.

D'ICI 10 ANS

# L'intelligence artificielle atteindra le « niveau humain », assure le patron de Google DeepMind

La route vers les IAG, des intelligences artificielles au niveau de l'intelligence humaine sera ouverte d'ici 10 ans. C'est ce qu'affirme le patron de DeepMind en constatant les progrès actuels en matière d'IA.

Reproduire l'intelligence humaine avec les intelligences artificielles (IA), c'est l'objectif des transhumanistes et notamment du futurologue Ray Kurzweil qui y voit l'accès à l'immortalité d'ici 20 ans. Les dernières avancées des IA ont été extraordinaires, comme en témoigne la partie émergée de l'iceberg qu'est ChatGPT. Pour le patron de DeepMind de Google, Demis Hassabis d'ici quelques années, les progrès des IA seront tels que l'on sera capable de créer une intelligence artificielle de niveau humain. C'est ce qu'il a annoncé lors d'une conférence au festival Future of Everything organisé par le Wall Street Journal. Une IA de niveau humain, c'est ce que l'on appelle l'« intelligence générale artificielle », ou IAG. Toujours selon le P.-D.G., les progrès n'ont aucune raison de ralentir, ils vont s'accélérer et c'est pour cette raison qu'il mise sur seulement dix ans pour que l'on y parvienne.

Coup d'accélérateur pour les IGA  
Cette prédiction est mise en avant



quelques jours après l'intervention de Geoffrey Hinton, un haut responsable de

Google, parrain des IA qui a quitté la firme pour prévenir des dangers de la progression trop rapide de ces technologies. Cette crainte est également exprimée par une lettre publique signée par plus de 1 000 leaders de la high-tech.

Les signataires, dont Elon Musk, demandaient un moratoire de six mois sur le développement des IA pour établir un cadre réglementaire. En ce qui concerne le patron de Tesla, il s'agirait davantage d'une manœuvre lui permettant de rattraper partiellement son retard, puisqu'il vient de créer dans la foulée sa société X.AI spécialisée dans le développement des IA génératives.

FRANCE

## Des étudiants inventent un spray pour conserver plus longtemps les fruits et légumes

Encore au stade de concept, leur projet pourrait permettre de réduire le gaspillage alimentaire. Des étudiants de l'école de chimie de Rennes ont imaginé un spray qui permet de conserver plus longtemps les fruits et les légumes.

Leur produit repose sur l'utilisation du chitosane, une substance dérivée de la chitine que l'on retrouve notamment dans les carapaces des crevettes et crustacés. Encore au stade de concept, leur projet a été déposé à l'Inpi et pourrait permettre, s'il voit le jour, de réduire le gaspillage alimentaire.

Ce n'est encore qu'un projet étudiant. Mais sur le papier, l'idée paraît en tout cas astucieuse pour réduire le gaspillage alimentaire. Dans le cadre de leurs études, les élèves de l'École nationale supérieure de chimie de Rennes ont été invités à plancher sur la manière dont on cuisinait à la maison et sur les moyens d'améliorer la pratique. Délaissant les ustensiles, l'un des groupes s'est intéressé à la conservation des fruits et des légumes. Des aliments qu'il vaut mieux consommer rapidement pour profiter pleinement de leurs saveurs et de leurs qualités nutritionnelles, mais aussi pour éviter les moisissures qui prennent un malin plaisir à s'inviter dans les frigos et les corbeilles à fruits.

Pour empêcher ces vilains champignons de s'attaquer aux fraises ou aux tomates, les futurs chimistes ont imaginé un spray permettant de conserver plus longtemps les fruits et les légumes. « Ce n'est pas un produit miracle qui va permettre de les conserver pendant plusieurs semaines mais au moins quelques jours de plus », assure Louis-Benoît Ars, inscrit en première année du cycle ingénieur.

**Protecteur, biodégradable et comestible**  
Encore au stade de concept, leur projet, lauréat du premier prix, repose sur l'utilisation du chitosane, une substance dérivée de la chitine, que l'on retrouve notamment dans les carapaces des crevettes et crustacés. Mélangé dans l'eau à de l'acide lactique puis vaporisé à l'aide du spray, le chitosane va permettre de créer une sorte de protection autour de l'aliment, le rendant imperméable aux gaz extérieurs. « Ses propriétés antifongiques permettent d'éviter toute oxydation prématurée des fruits et légumes », souligne Lou Estines.

## PUBLICITE

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA: AIN DEFLA

DAIRA: EL AMRA

COMMUNE: ARIB

N° d'IDENTIFICATION FISCALE: 098444065115916.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:03/2023.

La commune d'ARIB lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément aux dispositions des articles : 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public pour la réalisation du projet suivant :

- Réalisation du réseau d'assainissement pour groupement d'habitation Ouled Salem sur une distance de 3414 M/L à Arrib.

Les entreprises intéressées par le présent avis qualifiées dans le secteur de ressources en eau comme activité principale (catégorie n°:04 et plus) qui ont réalisé un projet similaire: ( réalisation ou extension ou rénovation réseaux d'assainissement ou des eaux pluviales) , sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de La Commune D'ARIB" bureau des marchés publics" contre paiement d'une somme de Cinq Mille dinars (5000,00DA). (frais de participation à l'appel d'offres) auprès du régisseur communal, le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet.

**Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :**

## 1 - Le dossier de candidature :

- Déclaration de candidature remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- Déclaration de probité remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- Les Statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.

**N.B :** pour les autres pièces permettant d'évaluer les capacités des candidats : (voir l'article N°:06 instructions aux soumissionnaires du cahier des charges)

## 2 - Offre technique :

- Le cahier des charges, signé, cacheté et daté par le soumissionnaire portant à la dernière page la mention manuscrite ( lu et accepté ).
- Déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- Le planning et le délai d'exécution signés, cachetés et datés par le soumissionnaire.
- Le mémoire technique justificatif, contient un numéro et l'intitulé de l'opération signée, cachetée et datée par le soumissionnaire

## 3 - Offre financière :

- Lettre de soumission remplie, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.
- Bordereau des prix unitaires rempli en chiffres et lettres signé, cacheté et daté par le soumissionnaire.
- Le détail estimatif et quantitatif rempli, signé, cacheté et daté par le soumissionnaire.

Le Dossier de Candidature et L'offres technique et l'offres financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise. La référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «le dossier de candidature» ou « offre technique» ou « offre financière» selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 03/2023 et l'intitulé du projet: « Réalisation du réseau d'assainissement pour groupement d'habitation Ouled Salem sur une distance de 3414 M/L à Arrib» adressées à Monsieur le président de l'APC d'Arrib

- Les délais de préparation des offres sont fixés **Quinze (15) Jours** à partir de la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 11h00.

- Le jour d'ouverture des plis techniques et financiers correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00.

- Si le dernier jour de la durée de préparation des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de dépôt des offres.

- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis, cet avis en fait foi.

LE PRESIDENT D'APC

## POUR LIVRER DES COLIS

## La société Zipline met au point un nouveau drone

D'ici à 2025, l'entreprise estime qu'elle effectuera plus de vols annuels que la plupart des compagnies aériennes

Ce nouveau drone est plus rapide que le modèle précédent et nécessite une surface bien plus petite pour atterrir. Illustration.

— StockSnap / Pixabay

Moins coûteux et polluants que les moyens de transport classiques, les drones sont de plus en plus utilisés pour effectuer des livraisons de colis. Zipline, une entreprise spécialiste en la matière, a présenté ce mercredi un nouveau dispositif qui permet de livrer dans des villes plus denses que jusqu'à présent, et donc, à terme, de toucher beaucoup plus de marchés.

Le nouveau drone, P2, a des hélices qui lui permettent de s'immobiliser dans les airs. Une fois arrivé à destination, il libère un autre appareil, baptisé « droid », une sorte de mini-drone à hélices qui contient le paquet à livrer, et est capable d'atterrir et de décoller verticalement.

## Plus petit et plus rapide

L'entreprise américaine espère ainsi réaliser des livraisons « très silencieuses et très précises, même en cas de vents forts, même quand le vent arrache les feuilles des arbres », a expliqué Joseph Mardall, le directeur de l'ingénierie. « Vous ne remarquerez même pas que nous ne sommes là, et c'est la clef de notre succès, être invisibles », a-t-il ajouté.



Grille N° 1

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
|    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1  |   |   |   |   |   |   |   |   | ■ |    |    |    |
| 2  | ■ |   |   |   |   | ■ |   |   |   |    |    |    |
| 3  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    | ■  |    |
| 4  |   |   | ■ |   |   |   |   | ■ |   |    |    |    |
| 5  |   |   |   |   | ■ |   |   |   | ■ |    |    |    |
| 6  | ■ |   |   |   |   |   | ■ |   |   |    |    | ■  |
| 7  |   |   | ■ |   |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 8  |   |   |   |   |   | ■ |   |   |   | ■  |    |    |
| 9  |   |   |   |   |   |   |   | ■ |   |    |    |    |
| 10 |   |   |   | ■ |   |   |   |   |   |    |    |    |
| 11 |   |   |   |   |   |   | ■ |   |   |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |

**Horizontalement**

1 Chevaux et diligence.- Bien, au contraire.2 Délivré après acquittement.- Plie sans rompre.3 Sénat et Assemblée Nationale.4 Le premier de la liste.- Grand Orient.- Donne un teint jaune.5 Vin mousseux.- Il est implanté à Marcoussis.- Fameux sudiste.6 Être fauché.- Devenu muet.7 Possessif.- Bouleversa.8 Acide sulfurique à l'aspect huileux.- Dose ionisante.- L'étain au labo.9 Répara les chaussettes.- Verger de la tentation.10 Lettre grecque.- Chapeau en Espagne.11 Rendu plus étroit.- N'a pas de bon sens.12 Traduire à nouveau.

**Verticalement**

1 Cogna très fort.- Combattre dans l'arène.2 Chariot de manutention.3 Utilisé quand on a déjà doublé.- Règle d'architecte.- Entretoise.4 Soldat en reconnaissance.- Fin d'infinitif.5 Dont les pages ont été tournées.- S'introduisit (s').6 Donne du son.- Attention toute particulière.7 Gazon à trou.- Chemin de fer urbain.8 Chevalier 'enrobé'.- C'est un vieux turc soumis.- Couvre les îles britanniques.9 Service obligé.- Calmer les ardeurs.10 Que de salades !- Un refus justifié.11 Cours de côte.- Redonner une place.12 Disloquée.- Ecrit en bas de la page.

Grille N° 2

|    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|
|    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| 1  | ■ |   | ■ |   | ■ |   | ■ |   | ■ |    | ■  |    | ■  |    |
| 2  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |
| 3  | ■ | ■ |   |   |   |   |   |   | ■ |    |    |    |    |    |
| 4  |   |   |   |   |   | ■ |   |   |   | ■  |    |    |    |    |
| 5  | ■ |   |   |   |   |   | ■ |   |   |    |    | ■  |    |    |
| 6  |   |   |   |   |   | ■ |   |   |   | ■  |    |    |    |    |
| 7  | ■ |   |   |   |   |   |   | ■ |   |    |    |    |    | ■  |
| 8  |   |   |   |   |   | ■ |   |   |   |    |    | ■  |    |    |
| 9  | ■ |   | ■ |   |   | ■ |   |   |   |    |    |    |    | ■  |
| 10 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    | ■  |    |
| 11 | ■ |   |   |   |   |   |   | ■ |   |    | ■  |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   | ■ |   | ■ |   | ■  |    |    |    |    |
| 13 | ■ | ■ |   |   | ■ |   |   |   |   |    |    |    |    | ■  |
| 14 |   |   |   |   |   | ■ |   |   |   | ■  |    |    |    |    |
| 15 | ■ |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    | ■  |    |
| 16 |   |   |   |   |   |   | ■ |   |   | ■  |    |    |    |    |
| 17 | ■ |   |   |   | ■ |   |   |   |   |    |    |    |    |    |
| 18 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |

**Horizontalement**

2 Biochimique.3 Mettre à l'écart.- Mesurai.4 Prophète de l'ancien testament.- Greffe.- Choisit.5 Porteurs de grains.- Etat disparu.- Baie du Japon.6 Violon.- Exprime la douleur.- Se soumettre.7 Habitais.- Pantoufle.8 Paradis.- Rebelle.- Précieuse conjonction.9 Manillon.- Sont barbants.10 Bureau du port.11 D'humeur maussade.- Possessif.- Saint Padre.12 Regrettée.- Maison d'Inuit.13 Endommagé.14 Se dit avec zest.- Va sans savoir.- Prise d'otages.15 Souhait.- Paresseux.16 Destinée.- Jouet du hasard.- Passe le seuil.17 Exprime la surprise.- Eleveur de poulets.18 Bibliothécaire.

**Verticalement**

2 Bande de tissu.- Genre théâtral.- Etat d'Amérique.3 Surface optique.- Pièce d'un tour.4 Prédicateur.- Ville sur la baie d'Ise.5 Cobalt au labo.- Service obligé.- Chef musulman.6 Teinté.- Allure.- Pose sur le séant.- Cale.7 Boiserie.- Brigand.8 Monticule.- Prépare les cuirs.- N'est pas faux.9 Suit le docteur.- Pariés.- Roue à gorge.- Au coeur des Cornouailles.10 Points de suspension.- Maître absolu.- Brillant archer.11 Saisie.- Pâli.- Assuré.12 Dans les kiosques.- Fit marche arrière (se).- Possessif.13 Confisqué.- Anicroche.- Reine des prés.- Sembla.14 Renouveler.- Ustensile de cuisine.

SKODA

## Powerpass intègre le système d'infodivertissement de l'Enyaq iV

« Powerpass Map » arrive sur le système d'infodivertissement de l'Enyaq iV et améliore l'intégration de l'écosystème Škoda iV à bord du SUV électrique tchèque.

Disponible pour les véhicules de la famille Enyaq iV, l'application d'infodivertissement affiche les points de charge publics ainsi que des informations détaillées à leur sujet sur l'écran central d'infodivertissement. Les utilisateurs peuvent également évaluer les bornes de recharge et poster des commentaires. La carte Powerpass peut désormais être téléchargée gratuitement à partir de la boutique en ligne de n'importe quel Enyaq iV ou Enyaq Coupé iV équipé du logiciel ME3.0 ou plus récent. Powerpass permet aux conducteurs de Škoda Enyaq iV ou Enyaq Coupé iV d'accéder facilement aux informations détaillées et actualisées sur les points de recharge publics pour véhicules électriques, telles que les heures d'ouver-

ture, le nombre de points de charge actuellement disponibles, la puissance de charge maximale et les prix. La carte affiche les points de charge disponibles qu'ils soient inclus ou exclus de l'écosystème Powerpass, qui compte déjà plus de 500 000 points de charge en Europe. Les bornes de recharge incluses dans le réseau Powerpass sont facilement identifiables grâce à un symbole spécial sur la carte. En outre, les recherches de bornes de recharge peuvent être filtrées en fonction des besoins du conducteur. L'application embarquée peut être téléchargée gratuitement à partir de la boutique en ligne, à condition que le véhicule soit équipé de la version ME3.0 du système d'exploitation. Les utilisateurs peuvent également recher-

cher et afficher les points de charge à proximité dans l'interface MyŠkoda ou dans les applications mobiles MyŠkoda et Powerpass.

Pour la première fois, l'application d'infodivertissement propose une fonction d'évaluation et de retour d'information en temps réel. Les utilisateurs peuvent noter les bornes de recharge d'une à cinq étoiles et laisser des commentaires aux autres utilisateurs. Les conducteurs peuvent également visualiser les infrastructures à proximité, telles que les magasins et les restaurants. Les prochaines mises à jour apporteront encore plus de fonctionnalités à l'application, permettant aux utilisateurs de gérer leur compte Powerpass, de sélectionner des tarifs et de consulter leur historique de charge.

VOLVO CARS

## Les ventes en hausse de 10 % en Avril

Volvo Cars a enregistré un volume de vente mondial de 51 976 unités en avril, soit une hausse de 10 % par rapport au même mois l'année dernière. Cette augmentation est principalement liée aux ventes de voitures tout électriques de la marque.

En avril, les modèles Recharge de Volvo Cars, dotés d'une motorisation tout électrique ou hybride rechargeable, ont représenté 40 % des ventes de véhicules Volvo à l'échelle mondiale. La part des voitures tout électriques s'est élevée quant à elle à 17 %. Les ventes Volvo Cars ont atteint les 214 914 unités sur la pé-

riode janvier-avril, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année dernière. Les ventes européennes ont atteint 20 804 véhicules en avril, soit une hausse de 5 % en glissement annuel. La part de modèles Recharge a atteint 63 % du total des ventes dans la région. En France, Volvo Cars a enregistré 1 002 immatriculations en avril 2023, en hausse de 23,6 % par rapport au même mois l'an dernier. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2023, 4 473 voitures de la marque ont été immatriculées (+ 11,7 % par rapport à la même période en 2022). Les modèles de la gamme Recharge représentent 86 %

des volumes immatriculés par la marque en France depuis le début de l'année (les modèles 100 % électriques comptent pour 28 % du total des immatriculations tandis que les hybrides rechargeables représentent 58 %). Le SUV Volvo XC40 et XC60 restent en tête des immatriculations de la marque en France avec respectivement 522 immatriculations en avril (2 256 depuis le début de l'année) et 252 immatriculations en avril (1 172 depuis le début de l'année) suivis du C40 (95 immatriculations en mars / 367 depuis le début de l'année). Les ventes en Chine se sont élevées à 12 543 voitures, soit une augmentation de 46

% par rapport à avril 2022. Les ventes des modèles Recharge de Volvo Cars ont progressé de 86 %, représentant ainsi 10 % des ventes globales en Chine. Les ventes aux États-Unis ont reculé de 4 % en avril pour atteindre 9 611 unités. La part de modèles Recharge a atteint 31 % des ventes globales dans la région. Au mois d'avril, le Volvo XC60 a été le modèle le plus vendu avec 16 658 unités (2022 : 14 952 unités), suivi par le XC40 avec au total 13 740 unités vendues (2022 : 13 876 unités) et le XC90 avec 8 179 unités vendues (2022 : 8 208 unités).

## 24H LE MANS la Peugeot 9X8 déclinée en Lego pour le centenaire de la course



Construisez, admirez et exposez la réplique détaillée de la Peugeot 9x8 Hybrid Hypercar qui fera le show lors du centenaire des 24H du Mans. Elle est disponible depuis le 1er mai sur le site Lego pour moins de 200€. Cette année, la célèbre course des 24H du Mans fête ses 100 ans ! Le samedi 10 juin prochain, les pilotes se réuniront sur la ligne de départ devant des tribunes pleines, après un succès historique de la billetterie. Pour l'occasion, les festivités débiteront dès le 1er juin. Le musée accueillera une exposition unique au monde, des parades auront lieu dans la ville et les coureurs se plieront au jeu des dédicaces. Ensuite ? Rendez-vous le dimanche 11 juin, à 16 heures, pour connaître le grand vainqueur. Qui de Porsche, Cadillac, Ferrari, Toyota, Glickenhaus ou Peugeot remportera le trophée inédit ? Portières uniques, transmission électrique, quatre roues motrices,... absolument tout dans cette reproduction miniature de la belle Peugeot est reproduit à l'identique. Sans compter le moteur V6 de la voiture de course, ainsi que les éléments lumineux qui brillent dans le noir. "Re-créer les formes et les détails d'une voiture aussi élégante à l'aide d'éléments Lego Technic n'a pas été une mince affaire, mais ce fut un honneur de travailler de manière aussi créative avec l'équipe Peugeot TotalEnergies et je suis fier que, ensemble, nous ayons pu construire l'Hypercar pour de vrai sous forme Lego Technic », a confié le designer du groupe Lego. Après une année entière de travail pour créer ce petit bijou, le voici donc. La Peugeot 9x8 de Lego mesure 13cm de haut, sur 22cm de large et 50cm de long. Le set se constitue de 1 775 pièces, et conviendra à tous les amateurs de belles voitures... ou grands fans des 24H du Mans !

NOUVEAU PORSCHE CAYENNE

## Une mise à niveau substantielle

Porsche a minutieusement perfectionné son SUV de luxe à succès. Le nouveau Cayenne fait ses débuts avec un concept d'affichage et de commande hautement numérisé, une nouvelle technologie de châssis et des fonctions high-tech innovantes. « Il s'agit de l'une des mises à niveau les plus importantes de l'histoire de Porsche », déclare Michael Schätzle, vice-président pour la ligne de produits Cayenne. Les phares LED matriciels haute définition éclairent la route en fonction de chaque situation de conduite, un système de qualité de l'air filtre les polluants dans l'habitacle et, pour la première fois dans le Cayenne, le passager avant dispose de son propre écran d'infodivertissement, pour visionner des vidéos en streaming pendant le trajet, par exemple. Avec son design lar-

gement renouvelé et sa gamme de moteurs plus puissants, le Cayenne confirme son ambition d'être la voiture la plus sportive de son segment.

**Numérisé et axé sur le conducteur**  
Porsche a intégré au nouveau Cayenne un concept d'affichage et de commande totalement revu. La nouvelle Porsche Driver Experience, introduite pour la première fois dans la Porsche Taycan, se concentre sur l'axe du conducteur et optimise la commande du véhicule. Les fonctions que le conducteur utilise fréquemment sont situées directement sur le volant ou à proximité immédiate de celui-ci. Par exemple, le commodo situé à gauche, derrière le volant, dispose désormais de fonctions supplémentaires pour commander les systèmes d'aide à la conduite. Dans le nouveau Cayenne,

le levier sélecteur de la boîte de vitesses automatique se trouve désormais au tableau de bord. Cela libère de l'espace sur la nouvelle console centrale pour des compartiments de rangement ainsi que pour un grand et élégant panneau de commande de climatisation noir. De grandes commandes facilement accessibles, combinées à des commutateurs de climatisation mécaniques et à un régulateur de volume haptique, garantissent une ergonomie optimale et un aspect raffiné. L'une des principales caractéristiques de la nouvelle Porsche Driver Experience est le juste équilibre entre les éléments numériques et analogiques. Pour la première fois, le cockpit redessiné du Cayenne comprend un combiné d'instruments entièrement numérique de 12,6 pouces au design incurvé et flottant proposant différentes options

d'affichage. Un affichage tête haute optimisé est disponible en option. L'écran central de 12,3 pouces du Porsche Communication Management (PCM) de série s'intègre harmonieusement au nouveau tableau de bord et permet d'accéder à toutes les fonctions importantes du véhicule. Des applications natives telles que Spotify® et Apple Music® sont fournies pour optimiser la connectivité dans le nouveau Cayenne. Un écran de 10,9 pouces est disponible pour la première fois du côté passager. Il enrichit l'expérience du passager avant en affichant des données de performances, en donnant un accès séparé aux commandes du système d'infodivertissement et, selon le marché, en offrant la possibilité de diffuser du contenu vidéo durant le trajet. Un film spécial em- pêche le conducteur de voir cet écran.

## Un projet pour la fabrication locale de tables radiologiques

La société algérienne de droit privé "Oriental médical équipement" travaille sur un projet pour la fabrication locale de tables radiologiques, avec pour objectif d'augmenter graduellement le taux d'intégration, a indiqué son gérant, Roubah Samir.

Cette entreprise, qui produit et distribue plus de 5.000 articles médicaux et électro-médicaux dans 36 wilayas, ambitionne de réduire le coût des tables radiologiques de 40%, par rapport à celle importées, a-t-il assuré dans une déclaration à l'APS, en marge du salon de la santé SIMEM, qui se clôture samedi à Oran.

CNMA

## Augmentation de 3% du chiffre d'affaire en 2022

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards de dinars, soit une augmentation de 3%, a indiqué le P-dg de la Caisse, Cherif Benhabiles.

Lors d'une cérémonie organisée mercredi en hommage aux cadres des antennes régionales relevant de la CNMA, à l'occasion de la fête des travailleurs, M. Benhabiles a souligné que la Caisse a réussi grâce aux efforts de ses cadres à augmenter son quota sur le marché des assurances agricoles à 80%, en réalisant une augmentation de 11% dans les assurances sur la production agricole.

M. Benhabiles a affirmé que la CNMA "connaît une importance dynamique", après avoir réussi à augmenter le net du capital social à 8 milliards de dinars depuis le début 2023, contre une valeur de 5,5 milliards de dinars en 2022, soit une hausse de 45%, avec une augmentation de 4% des fonds de placement.

Selon le bilan présenté lors de la cérémonie, la Caisse a enregistré une augmentation de 18 % dans la filière d'assurance sur les risques naturels et de 37% pour la filière des risques industriels, contre 22% pour l'assurance sur les risques d'incendies et 29% pour l'assurance sur les risques des différents types de transport.

La Caisse a ouvert, en outre, une filière d'assurance-auto mise en service pour traiter les dossiers d'accidents et les dommages y afférents. Le réseau direct de la CNMA est composé de 70 caisses régionales et 540 antennes régionales regroupant 2680 fonctionnaires, selon les chiffres présentés.

La CNMA a en outre récompensé ses meilleures agences régionales ayant réalisé les meilleurs résultats cette année, "une façon exceptionnelle de célébrer la fête des travailleurs".

L'initiative intervient "en reconnaissance des efforts colossaux déployés par les travailleurs notamment ceux travaillant au niveau des antennes régionales, lesquelles constituent le premier trait d'union entre la Caisse, ses clients et affiliés", ajoute M. Benhabiles.

R.E.

CNMA

## Afitch abaisse la note de l'Égypte à B, perspective négative

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi d'un cran la note de l'Égypte, de B+ à B, et l'a assortie d'une perspective négative, laissant ainsi entendre qu'elle pourrait l'abaisser encore dans les prochains mois, inquiète de la situation économique du pays.

«Le risque de financement externe a augmenté compte tenu des besoins élevés de financement», a détaillé Fitch, évoquant «un contexte de forte incertitude sur la trajectoire du taux de change et de réserves de liquidités externes réduites». «Nous voyons un risque qu'une nouvelle transition retardée vers un taux de change flexible entame davantage la confiance et, potentiellement, retarde le programme du FMI», a précisé l'agence de notation. Et son action «reflète également une détérioration marquée des paramètres de la dette publique», souligne Fitch. L'agence estime que si la trajectoire des coûts face aux recettes, y compris une nouvelle détérioration de ces coûts, n'est pas inversée, cela «mettrait en péril la viabilité de la dette à moyen terme». Fin avril, l'agence de notation S&P avait révisé la perspective de la note de la dette égyptienne, la passant de «stable» à «négative», du fait des «importants besoins de financement externe» qu'elle anticipe concernant les finances publiques.

PROJET "ROUTE VERTE"

## Le groupe Gitrama signe deux conventions pour la formation environnementale

Deux (2) conventions de partenariat ont été signées, samedi à Alger, entre le groupe d'infrastructure de travaux publics maritimes (GITRAMA), le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) et l'association nationale pour la promotion de la culture environnementale et des énergies renouvelables, visant la formation environnementale et l'accompagnement du groupe Gitrama dans la concrétisation de son projet plantation d'arbres le long des routes qu'il réalise.

La cérémonie de signature s'est déroulée en marge d'une conférence sous le thème "une route verte pour un développement durable", tenue au siège de la Société nationale des grands travaux routiers (Sonatro), filiale du groupe GITRAMA, dans la zone industrielle de Reghaia (Alger-Est).

Ainsi, la première convention a été signée entre GITRAMA et le CNFE, en vertu de laquelle, le Conservatoire national des formations à l'environnement assurera des formations au profit des cadres et travailleurs des 18 filiales du groupe Gitrama, portant une gamme de thématiques sur l'environnement avec l'objectif de conforter les efforts consentis par l'entreprise pour l'amélioration

de ses performances environnementales.

La deuxième convention a été paraphée entre l'Entreprise des travaux publics, EPTP-Alger, filiale Gitrama et l'association nationale pour la promotion de la culture environnementale et des énergies renouvelables dans l'accompagnement de l'entreprise dans la concrétisation de son projet de plantation d'arbres au bord des routes, baptisé "une route verte pour un développement durable".

Lors de cette conférence, le Directeur général de Gitrama, Mahdi Kadeche, a relevé le souci de l'entreprise d'œuvrer pour la protection de l'environnement et à diffuser à travers ses filiales une culture environnementale.

Il a dans ce sens rappelé que l'entreprise participe fréquemment, en coordination avec les services de la conservation des forêts d'Alger, dans les campagnes de reboisement et avait pris en charge l'aménagement des espaces verts au niveau de la promenade des Sablettes (Alger).

De son côté, la directrice générale du Conservatoire national des formations à l'environnement, Malika Bouali, s'est félicitée de la "responsabilité environnementale" que démontrent les entreprises des travaux publics, indiquant que le

CNFE s'emploie à diversifier ses partenariats avec les différents secteurs et offre diverses formes de coopérations entre formation et accompagnement dans la mise en place de système de management environnemental.

Pour la présidente de l'association nationale pour la promotion de la culture environnementale et des énergies renouvelables, Malika Boutaoui, la conclusion de partenariat avec l'EPTP-Alger marque une nouvelle étape dans le travail de sensibilisation que mène l'association, affirmant qu'il était primordial que la culture environnementale atteigne également les entreprises économiques pour "concilier développement durable et protection de l'environnement".

Lors de cette conférence marquée par la présence de cadres de la conservation des forêts, de l'institut national d'études de stratégie globale (INESG) et autres institutions de l'Etat, le CNFE et l'association nationale pour la promotion de la culture environnementale et des énergies renouvelables ont renouvelé leur convention de partenariat portant coopération dans le domaine de la sensibilisation et la formation environnementale.

R.E.

PÉTROLE

## Le baril du Brent remonte à 75,30 dollars

Les cours du pétrole sont vivement remontés vendredi, galvanisés par le rebond des créations d'emplois aux Etats-Unis en avril, éloignant les craintes de récession dans le pays et leurs conséquences sur la demande de brut.

Mais les cours du brut restent sur une perte hebdomadaire, après avoir plongé tout au long de la semaine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a avancé de 3,86% à 75,30 dollars. Il a revanche perdu plus de 5% depuis le début de la semaine.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a gagné 4,05% à 71,34 dollars mais a lâché quasiment 6% sur la semaine.

Le WTI avait même atteint un plancher en séance jeudi à 63,64 dollars au plus bas depuis le début de l'année.

Le pétrole "bénéficie (...) d'un rebond technique, après avoir été entraîné vers ses plus bas niveaux de mars par les craintes croissantes d'une récession" mondiale, indique Han Tan, analyste d'Exinity.